

**MINISTRE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE
LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT**

**DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE
ET DE LA POLITIQUE FISCALE**



**NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE
A FIN DECEMBRE 2016**

Février 2016

SOMMAIRE

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Régis IMMONGAULT

Ministre délégué

M. Noël MBOUMBA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :


Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale

Immeuble de la Solde, centre ville


B.P. 1204 Libreville Gabon

Tel : (+241) 01.79.52.28 /

Site internet : www.dgepf.ga



La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2016.



SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF.....	7
PREMIERE PARTIE: L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2016	9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES	9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	9
I.3 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC	10
I.4 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE.....	10
DEUXIEME PARTIE : LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2016.....	13
II. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN DECEMBRE 2016.....	13
II.1 LE PETROLE	14
II.2 LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE.....	14
II.3. LES MINES	15
<i>II.3.1 Le manganèse</i>	<i>15</i>
<i>II.3.2 L'Or.....</i>	<i>15</i>
II.4 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE.....	16
<i>II.4.1 Les cultures maraichères et vivrières</i>	<i>16</i>
<i>II.4.2 Le caoutchouc naturel</i>	<i>16</i>
II.5 L'EXPLOITATION FORESTIERE.....	17
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES	17
<i>II.6.1 Les huiles et corps gras</i>	<i>17</i>
<i>II.6.2. Le sucre.....</i>	<i>17</i>
<i>II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées</i>	<i>18</i>
<i>II.6.5L'eau minérale</i>	<i>19</i>
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS	19
<i>II.7.1 Le sciage</i>	<i>19</i>
<i>II.7.2 Le déroulage</i>	<i>20</i>
II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION	21
<i>II.8.1 L'industrie minière.....</i>	<i>21</i>
<i>II.8.2. La chimie</i>	<i>21</i>
<i>II.8.3. Les matériaux de construction.....</i>	<i>22</i>
<i>II.8.4. La seconde transformation des métaux.....</i>	<i>23</i>
II.8.5. Le raffinage.....	23
II.9. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE	24
<i>II.9.1. L'électricité</i>	<i>24</i>

<i>II.9.2. L'eau</i>	25
II.10. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS	25
II.11. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT	26
<i>II.11.1. Le transport aérien</i>	26
<i>II.11.2. Le transport ferroviaire</i>	26
II.12 LES TELECOMMUNICATIONS	27
II.13. LE COMMERCE	27
<i>II.13.1. Le commerce général structuré</i>	27
<i>II.13.2. Le commerce des véhicules neufs</i>	27
<i>II.13.3. Le commerce des produits pétroliers</i>	28
<i>II.13.4. Le commerce des produits pharmaceutiques</i>	28
II.14. LES SERVICES	29
<i>II.14.1. Les services rendus aux particuliers</i>	29
<i>II.14.2. Les services de réparation mécanique</i>	29
II.15. LE SECTEUR BANCAIRE	29
<i>II.15.1 L'Analyse bilancielle</i>	29
<i>II.15.2 Les opérations avec la clientèle</i>	30
<i>II.15.2.1 Les ressources collectées</i>	30
<i>II.15.2.2 Les crédits distribués</i>	31
<i>II.15.3 L'évolution du PNB et du résultat net des banques</i>	31
II.16 LA MICROFINANCE	32
<i>II.16.1. La configuration du secteur</i>	32
<i>II.16.2. La couverture géographique et la clientèle des EMF</i>	32
<i>II.16.3. Les capitaux propres et intermédiation financière</i>	33
II.17 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	34
<i>II.17.1. Les ressources</i>	34
<i>II.17.2 Les emplois</i>	34
<i>II.17.3 Les investissements et les créances impayées</i>	35
II.18 LE SECTEUR ASSURANCE	35
<i>II.18.1. La Branche Non Vie</i>	36
<i>II.18.2. La Branche Vie</i>	36
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN DECEMBRE 2016	37
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION	37
III.2. L'EMPLOI	38
<i>III.2.1. La variation des effectifs par département</i>	39
<i>III.2.2. Evolution de l'emploi des collectivités locales</i>	39
<i>III.2.3. Evolution de l'emploi de la MONP</i>	40

III.3.LES SALAIRES	41
<i>III.3.1.La solde Permanente par administration</i>	41
<i>III.3.2.La masse salariale des collectivités locales</i>	42
III.4.LE COMMERCE EXTERIEUR	42
<i>III.4.1.L'évolution des exportations en valeur</i>	43
<i>III.4.2.L'évolution des importations en valeur</i>	45
<i>III.4.3. Le partenariat économique</i>	45
<i>III.4.3.1.Les principaux clients</i>	46
<i>III.4.3.2.Les principaux fournisseurs</i>	47
III.5.LA DETTE	48
<i>III.5.1. L'évolution du règlement</i>	48
<i>III.5.2. L'évolution des tirages sur financements</i>	49
<i>III.5.3. L'évolution du stock de la dette</i>	51
III.6.LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2016	51
<i>III.6.1. L'exécution du budget</i>	51
<i>III.6.2. L'exécution des recettes</i>	52
<i>III.6.2.1 Les recettes pétrolières</i>	52
<i>III.6.2.2 Les recettes hors pétrole</i>	53
<i>III.6.3 Les dépenses budgétaires</i>	54
<i>III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement</i>	54
<i>III.6.3.2 Les dépenses d'investissement</i>	55
<i>III.6.3.3 Les autres dépenses</i>	56
CONCLUSION	58

RESUME EXECUTIF

Au terme de l'année 2016, la croissance mondiale a enregistré un léger ralentissement (+3,1%) consécutif à la faiblesse de la croissance dans la zone euro (+1,7%) et aux Etats-Unis (+1,6%), en dépit de la bonne orientation de certaines économies émergentes (Inde, Brésil, Russie) et du Japon.

Au Gabon, la situation économique d'ensemble a été le reflet des évolutions de l'environnement international et régional avec en plus, l'incidence du contexte politique marqué par la crise postélectorale qui a perturbé le bon fonctionnement de certaines activités.

Dans le **secteur primaire**, on a enregistré une nouvelle baisse des cours du baril de pétrole, malgré la remontée enregistrée au second semestre, et une reprise des cours du manganèse. La production de ces deux matières s'est inscrite à la baisse. En revanche, l'exploitation forestière, la commercialisation du gaz naturel et les productions agricoles, vivrières et de rente ont enregistré des évolutions positives sur la période.

Le secteur pétrolier a pâti des conséquences des incidents techniques sur certains sites et du déclin naturel des champs matures, qui ont entraîné un recul de la production de 3,7%. La production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse a chuté de 14,8% à 3,4 millions de tonnes à fin décembre 2016. Cette baisse résulte de l'arrêt volontaire de la production au mois de mars sur le site de la COMILOG, en vue de réduire les niveaux de stocks accumulés. La production sur le site de Ndjolé est restée à l'arrêt, compte tenu de la faiblesse des prix sur le marché international.

L'activité aurifère a été marquée par une chute de 24,9% durant l'année 2016, suite aux interruptions de la production induites par les fortes pluies qui ont inondé la mine et aux difficultés d'évacuation du minerai. La commercialisation de gaz naturel a augmenté de 13,6% et l'exploitation forestière a poursuivi sa progression pour répondre à la demande croissante des industries locales de transformation.

Dans le **secteur secondaire**, l'activité manufacturière a confirmé la tendance haussière observée en 2015, grâce notamment aux agro industries dont l'essentiel des composantes ont enregistré des performances appréciables. Il en est de même de l'industrie du bois dont la production s'est accrue de 8,6%, symbole d'une volonté politique forte d'accélérer le processus de transformation locale des matières premières. Cette branche confirme son statut de valeur sûre du tissu industriel national.

Dans la branche BTP, le chiffre d'affaires a reculé (-5,5%) suite au ralentissement/arrêt de certains chantiers, malgré l'accélération des travaux en rapport avec la préparation de la CAN et certains chantiers routiers et ouvrages portuaires à Owendo.

Les autres activités ont progressé, notamment l'industrie minière qui est montée en puissance (+17,9%), la seconde transformation de métaux (tôles, production de fers à béton), le raffinage (+9,3%), la fabrication de peintures et lubrifiants et la production d'énergie (+3,9%).

La conjoncture dans le **secteur tertiaire** a enregistré une hausse de 5,4%, en partie grâce à la tenue des élections qui ont suscité des commandes supplémentaires pour certaines entreprises, notamment dans le transport, les communications et les autres services. Néanmoins, le commerce général a observé une baisse de 5,8%, en lien avec les pertes d'emplois dans certains secteurs et le contexte des troubles postélectorales noté à la fin du troisième trimestre.

Le commerce extérieur du Gabon a été marqué par une nouvelle décélération des échanges. En effet, on a noté un repli des recettes d'exportations (-29,9%) et de la facture des biens importés (-16,2%), dans un contexte de baisse des cours du baril du pétrole. L'excédent commercial s'est considérablement détérioré, s'établissant à 739,9 milliards de FCFA contre 1 398,7 milliards de FCFA en 2015.

S'agissant des finances publiques, à fin décembre 2016, les recettes totales ont baissé de 13,4% par rapport à l'année 2015. Cette évolution est due au recul conjoint des recettes pétrolières et non pétrolières. Dans le même temps, les dépenses exécutées de l'Etat, hors paiement des intérêts de la dette publique, ont augmenté de 3,7% à fin décembre 2016.

Par conséquent, le solde primaire a été déficitaire en 2016 contre un excédent en 2015. Les soldes budgétaires base ordonnancement et base caisse ont été également déficitaires respectivement de 4,9% et 6,5% du PIB.

Enfin, au terme de l'année 2016, le stock de la dette publique a augmenté de 28,5% pour représenter environ 48,3% du PIB. Cette évolution est imputable, essentiellement, à la hausse de l'encours de la dette intérieure.

Par ailleurs, le règlement a baissé de 30,2% suite au repli conjoint du paiement de la dette extérieure et intérieure. De même, les tirages ont enregistré un repli de 32,1% par rapport au niveau atteint à la même période en 2015.

PREMIERE PARTIE: L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2016

L'activité économique mondiale a été marquée par une croissance en léger ralentissement en 2016 (+3,1% contre +3,3% en 2015), suite aux faibles performances enregistrées aux Etats-Unis et dans la zone Euro, en dépit des évolutions positives enregistrées par le Japon (Cf. Banque Centrale du Japon) et certaines économies émergentes. Dans la zone euro, cette évolution s'est faite à un rythme modéré affectée par le ralentissement de l'Espagne, nonobstant le maintien des autres grandes économies de la zone, notamment l'Allemagne, la France et l'Italie.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Aux **Etats-Unis**, la croissance économique s'est chiffrée à 1,6% contre 2,6% en 2015. En effet, la croissance a pâti du ralentissement des dépenses de consommation, moteur traditionnel de l'expansion américaine, et des dépenses de l'Etat fédéral, faiblement compensé par la bonne tenue du marché immobilier (+10,2%) et de l'investissement (+2,4%).

Au **Japon**, après une croissance de 1,2% en 2015, l'expansion de l'activité s'est renforcée en 2016 pour atteindre 1,4% grâce au soutien budgétaire, au recul des prix du pétrole, à une politique monétaire ultra-accommodante et à l'augmentation des revenus.

Dans **la zone euro**, après une croissance de 2,0% en 2015, l'économie a décéléré à 1,7%, suite à la baisse de confiance des investisseurs en raison de l'incertitude liée au Brexit et la reprise de l'inflation. Néanmoins, la croissance s'est renforcée en Italie (+0,9%) et en Allemagne (+1,7%).

Au sein de cet espace économique, l'économie de l'**Allemagne** a enregistré sa plus forte hausse depuis cinq ans. La demande intérieure a été le principal moteur de la croissance, aidée par la faiblesse des prix de l'énergie et les dépenses publiques.

A l'opposé, le PIB de la **France** a marqué une légère décélération à 1,1% contre 1,2% en 2015, suite à un ralentissement des exportations dans un contexte de stagnation de la consommation des ménages et de l'investissement des entreprises.

Hors de l'Union Européenne, la croissance du produit intérieur brut de la **Grande-Bretagne** s'est élevée à 2,0% contre 2,2% en 2015. Le dynamisme de cette économie a été soutenu par les performances enregistrées par les principaux secteurs, notamment celui des services, tiré par les composantes suivantes : finances, distribution, communications et transports.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

En glissement annuel, dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est stabilisée à 4,1%, soutenue par les efforts de relance économique et par la remontée des cours de certaines matières premières.

En 2016, la croissance de **l'économie chinoise** s'est située à 6,7% contre 6,9% en 2015. Ce ralentissement est lié à la baisse de l'investissement, nonobstant la reprise de l'activité globale du secteur privé et des mesures de politique monétaire contribuant à soutenir la croissance et le niveau général des prix.

En Inde, malgré le rebond de l'activité enregistré au quatrième trimestre (+7,5%), la croissance annuelle a perdu un point, s'établissant à 6,6%. Cette situation résulte de la contraction de l'investissement privé et de la consommation des ménages suite à la pénurie de monnaie liée aux réformes gouvernementales.

A fin décembre 2016, **l'économie russe** a continué à s'adapter à la faiblesse du niveau des prix du pétrole, aux sanctions occidentales et aux tensions géopolitiques. Dans ce contexte, le pays a enregistré une croissance de -0,2% de son PIB contre -2,8% en 2015.

Au Brésil, la récession s'est poursuivie sur la période considérée (-3,5% contre -3,8% en 2015). Cette situation s'explique par la hausse de l'inflation, la chute du cours des matières premières, la baisse de la demande domestique et un climat politique institutionnel tendu. Pour l'ensemble des pays de l'Amérique latine et Caraïbes, le PIB global s'est situé à -0,7%, suite à la récession au Brésil et dans d'autres pays aux prises avec des difficultés économiques.

En ce qui concerne le **Moyen-Orient**, l'Afrique du Nord, l'Afghanistan et le Pakistan, la croissance économique de l'ensemble des pays de cette région est passée de 2,7% à 3,8%.

Pour les pays d'Afrique subsaharienne, en raison de la baisse des prix des produits de base, la croissance a ralenti pour s'établir à 1,5% contre 3,4% l'année précédente. Cette zone a souffert du ralentissement de l'activité des deux principales économies de la région (Nigéria et Afrique du Sud).

I.3 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS DE LA CEMAC

Selon les projections de la CEMAC, il ressort, pour l'année 2016, un ralentissement économique plus marqué dans la Sous-région, en rapport avec les effets dépressifs du repli des activités pétrolières sur la demande intérieure et sur le secteur non pétrolier. Ainsi, le taux de croissance se situerait à +0,3% (- 6,3% pour le secteur pétrolier et +2,3% pour le secteur non pétrolier). Par pays, la croissance s'est établie ainsi qu'il suit : Cameroun et RCA (+5,1%), Gabon (+2,1%), Congo (-2,0%), Tchad (-5,1%) et Guinée Equatoriale (-9,5%).

S'agissant des prix, le taux d'inflation est resté à 1,1% en dessous du seuil communautaire (3,0%). De même, les comptes publics et extérieurs ressortiraient encore déficitaires, s'établissant à -5,6 % du PIB et -12,4 % du PIB respectivement. Quant à la situation monétaire, elle se solderait par un taux de couverture extérieure de la monnaie de 63,8% et un recul de la masse monétaire de 2,2%.

I.4 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

Le pétrole

L'année 2016 a été particulièrement mouvementée pour le pétrole. En effet, après un mauvais départ en début d'année, le prix du baril de Brent a rebondi progressivement à partir de la mi-février dans le sillage de l'amélioration de l'économie américaine et d'indicateurs témoignant d'une contraction de l'offre, notamment la mise à l'arrêt progressive de nombreux puits de gaz de schiste aux Etats-Unis. La hausse s'est accélérée en novembre avec la signature d'un accord majeur de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour réduire leur production. Dans ce contexte, en moyenne annuelle, le Brent s'est situé à 44,1 dollars le baril en 2016 contre 52,4 dollars en 2015, soit une baisse de 15,9%.

Le manganèse

Les cours du manganèse ont connu une reprise à partir du deuxième trimestre 2016, suite à une réduction des stocks mondiaux de minerais. Après une forte baisse en 2015, le prix de la tonne a connu une progression constante au cours du second semestre 2016. Le prix moyen du manganèse s'est amélioré de 38,3% à 4,30 USD/dmtu, rattrapant largement la baisse enregistrée en 2015 (-17,5% à 3,77 USD/dmtu). Cette hausse résulte de la reprise de la production d'acier au carbone en Chine.

Le sucre

La fermeté retrouvée du marché du sucre en 2016 est liée, entre autres, à l'entrée du marché mondial dans une phase déficitaire, après cinq années d'excédents. Elle provient également de l'annonce du maintien du déficit sur la saison 2016/17, en raison de la sécheresse et des baisses de production en Inde, en Chine et en Thaïlande liées au phénomène climatique El Niño. Face à une consommation qui augmente d'environ 2% par an, les cours du sucre ont progressé de 38,1% à 18,1 cents la livre en 2016.

Le cacao

Après une expansion des cours pendant l'été, profitant de la faiblesse de la livre pour atteindre ses plus hauts niveaux en six ans, les cours du cacao ont nettement reculé et se sont inscrits en baisse de 7,8% pour une moyenne annuelle de 2 892 dollars la tonne en 2016. La perspective d'une bonne récolte ouest-africaine, notamment ivoirienne, pour la saison 2016-2017, a pesé sur les cours de ce produit.

Le café

Les prix du café se sont accrus en 2016, en raison du phénomène El Niño qui avait affecté les récoltes de la saison écoulée et de l'appréciation des devises des pays émergents par rapport au dollar américain. Ainsi, l'arabica a terminé l'année avec un cours stabilisé à 94,3 cents la livre, pendant que le Robusta progressait de 2,5% à 164,5 cents la livre sur l'année.

L'huile de palme

Le cours d'huile de palme a augmenté de 13,2% en 2016 pour s'établir à 639,9 dollars la tonne, suite à la sécheresse liée à El Niño qui a impacté d'importantes régions de production, notamment en Asie. En effet, la baisse de l'offre mondiale (faiblesse des réserves mondiales et stocks restreints) provoquée par ce phénomène climatique a continué de soutenir les prix.

Le caoutchouc naturel

En 2016, les cours du caoutchouc naturel se sont appréciés de 5,4% pour se situer à 74,5 cents la livre. En effet, après les trois premiers trimestres de maintien à des niveaux encore bas, les cours du caoutchouc se sont fortement redressés à partir du quatrième trimestre, soutenus principalement par la baisse saisonnière de la production.

L'or

Le prix de l'or s'est établi à 1 247,80 dollars l'once, en hausse de 7,6% sur un an. Cette augmentation des cours s'explique par la fermeté de la demande mondiale et les politiques

accommodantes des banques centrales. Cependant, les cours de l'or ont connu un fort ralentissement au dernier trimestre, en raison du renchérissement du dollar lié aux anticipations d'une augmentation des taux d'intérêt.

DEUXIEME PARTIE : LES EVOLUTIONS SECTORIELLES A FIN DECEMBRE 2016

II. TABLEAU SYNOPTIQUE DE L'EVOLUTION SECTORIELLE A FIN DECEMBRE 2016

SECTEURS	EVOLUTION 2016
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Gaz naturel commercialisé	↗
Manganèse	↘
Or	↘
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	↗
<i>Cultures maraichères et vivrières</i>	
<i>Caoutchouc naturel</i>	↘
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
<i>Production d'huile de palme</i>	↗
<i>Production meunière et avicole</i>	↘
<i>Production sucrière</i>	↗
<i>Boissons gazeuses et alcoolisées</i>	↗
<i>Eau minérale</i>	↗
Industries du bois	
<i>Unités de sciages</i>	↗
<i>Unités de déroulage</i>	↗
<i>Unités de contreplaqué</i>	↗
Autres industries de transformation	
<i>Industrie minière</i>	↗
<i>Chimie</i>	↗
<i>Matériaux de construction</i>	↗
<i>Seconde transformation des métaux</i>	↗
Raffinage	↗
Electricité et eau	↗
BTP	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
<i>Aérien</i>	↘
<i>Ferroviaire</i>	↘
Télécommunications	↘
Commerce	
<i>Général structuré</i>	↘
<i>Véhicules utilitaires neufs</i>	↘
<i>Véhicules industriels</i>	↗
<i>Produits pétroliers</i>	↘
<i>Produits pharmaceutiques</i>	↗

II.1 LE PETROLE

La production nationale de pétrole brut s'est établie à 11,48 millions de tonnes (83,84 millions de barils), en baisse de 3,7% par rapport à 2015. Ce repli est imputable au déclin naturel des champs matures et aux difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs, notamment Total, Shell et Perenco (incidents techniques, mouvements de grèves...).

Parallèlement, les exportations ont diminué de 4,4% à 10,5 millions de tonnes. L'Asie, avec près de 60% de parts, reste la principale destination du brut gabonais, suivie de l'Europe et de l'Amérique latine & des Caraïbes.

Face au surplus de l'offre mondiale de pétrole, le prix moyen du Brent en 2016 s'est établi à 43,69 dollars le baril, en recul de 16,7% par rapport à 2015. Parallèlement, le prix moyen des bruts gabonais a régressé de 15,7% à 40,55 dollars le baril. En revanche, le taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar s'est apprécié de 0,3% à 593,078 FCFA.

Evolution de l'activité pétrolière

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en millions de tonnes)	11,923	11,48	-3,7%
Exportations (en millions de tonnes)	11,017	10,530	-4,4%
Prix moyen du Brent (\$US/bbl)	52,46	43,69	-16,7%
Prix moyen du brut gabonais (\$US/bbl)	48,13	40,55	-15,7%
Taux de change (\$US/FCFA)	591,55	593,08	0,3%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2 LE GAZ NATUREL COMMERCIALISE

La production de gaz naturel commercialisé a progressé de 13,6%, atteignant 530 milliers de m³ à fin décembre 2016. Cette hausse est impulsée par les bonnes performances de Perenco, le leader de la branche qui contribue à plus de 95% de la production nationale. A contrario, le prix de vente moyen national a reculé de 3,4% à près de 0,12 dollar le m³.

Evolution de l'activité de production de gaz naturel commercialisé

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production commercialisée (milliers de m ³)	466,408	530,062	13,6%
Prix de vente moyen national (USD/m ³)	0,1299	0,1255	-3,4%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3. LES MINES

II.3.1 Le manganèse

Au terme de l'année 2016, l'activité extractive du minerai de manganèse a été plombée par la conjoncture défavorable de l'industrie sidérurgique mondiale qui a contraint les opérateurs nationaux à ralentir leur rythme de production face à la dégradation des cours qui ont atteint un point bas (1,83 \$/dmtu) en février.

Dans ce contexte, la production nationale de manganèse s'est contractée de 14,2% par rapport à 2015 pour se situer à 3,6 millions de tonnes, suite à l'interruption de la production pendant un mois sur le site de Moanda et au maintien de l'arrêt total sur la mine de Ndjolé depuis juin 2015. Parallèlement, les exportations et les ventes ont suivi la même tendance baissière, soit respectivement -12,5% et -10,9%.

Cependant, malgré le repli des ventes en volume, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 15,4% pour s'établir à 360,1 milliards de FCFA, en raison de la remontée des cours du minerai de manganèse à partir du mois d'avril, suite à la réduction des stocks mondiaux de minerai.

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	4 179 548	3 586 190	-14,2%
Exportations	3 890 887	3 404 405	-12,5%
Ventes	3 823 430	3 408 554	-10,9%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	312 203	360 142	15,4%

Source : Comilog,

II.3.2 L'Or

En 2016, la production de l'or de Bakoudou a chuté de 24,9% par rapport à l'année précédente, soit un volume de 1 065 kg. Cette évolution est imputable à l'approfondissement de la fosse, aux conditions pluviométriques difficiles et aux pannes électriques. En conséquence, le chiffre d'affaires réalisé par les ventes d'or a reculé de 20,1% en 2016, se situant à près de 19 milliards de FCFA contre 23,8 milliards de FCFA un an plus tôt.

Evolution de l'activité de l'or

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production métal (kg)	1 417,4	1 065,0	-24,9%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	23 773,8	18 984,1	-20,1%

Source : RGGG

II.4 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.4.1 Les cultures maraichères et vivrières

La filière des cultures maraichères et vivrières a consolidé ses performances au cours de l'année. Ainsi, la production maraichère a progressé de 5,9% alors que celle des cultures vivrières s'est améliorée de 12,1%, suite à l'extension des surfaces cultivables et à l'augmentation des rendements grâce à l'accompagnement de l'IGAD. Corrélativement, le chiffre d'affaires s'est accru de 7% à 3,35 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Produits maraichers (en tonnes)	961	1 017	5,9%
Produits vivriers	6 126	6 868	12,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	3 133	3 353	7,0%
Produits maraichers	1001	922	-7,9%
Produits vivriers	2 132	2 431	14,0%

Source : Igad, Agritropic

II.4.2 Le caoutchouc naturel

La filière de l'hévéaculture a enregistré de nouvelles contre-performances en 2016, avec une dégradation des volumes usinés. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a à nouveau reculé de 6,9% en 2016, s'établissant à 28 700 tonnes, notamment à cause du vieillissement des plantations. De même, la transformation de caoutchouc humide en granulé s'est dépréciée de 15,8% pour un volume de 14 917 tonnes.

Parallèlement, les exportations de caoutchouc en granulé ont baissé de 21,6% sur la période sous-revue pour atteindre 14 122 tonnes. Le chiffre d'affaires a chuté de 25,3%, par rapport à décembre 2015 pour s'établir à 11,032 milliards de F CFA.

Evolution de l'activité du caoutchouc naturel

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Caoutchouc humide (en tonnes)	30 818,0	28 700,0	-6,9%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	17 717,0	14 917,0	-15,8%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	18 006,0	14 122,0	-21,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 762,0	11 032,0	-25,3%
Effectifs	182	193	6,0%
Masse salariale	1 311,0	1 336,0	1,9%

Source : SIAT, Olam Palm Gabon

II.5 L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin 2016, l'activité forestière a connu une conjoncture favorable qui s'est traduite par la hausse de 5,8% de la production des grumes pour atteindre 1 301 586 m³, en raison de la demande croissante des unités industrielles. En effet, les ventes aux industries locales ont observé la même tendance haussière (+34,6%), suite à la forte demande exprimée par les unités de transformation ne disposant pas de permis forestiers.

Evolution de l'activité forestière

(en m ³)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	1 230 013	1 301 586	5,8%
Achats de grumes	41 995	115 707	175,5%
Ventes aux industries locales	325 036	437 484	34,6%

Sources: Somivab, Ceb, Cora-Wood, Gwi, Snbg, Tbni, Mpb, Seef, Trg, Rougier, Bsg

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a été marquée en 2016 par la fermeture des usines de SIAT et la cession de toutes ses concessions à la société Olam Palm Gabon, qui a commencé l'exploitation de ses plantations à Kango et à Mouila. A fin décembre 2016, la production de l'huile rouge et de l'huile raffinée affichent des résultats satisfaisants, soit respectivement +8,7% et +37,6% par rapport à 2015. Cependant, le chiffre d'affaires a connu un repli de 18%, à 6,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	Fin décembre		
	2015	2016	2015
Productions (en tonnes)			
Huile rouge	8 415	9 143	8,7%
Huile raffinée	5 362	1 983	-63,0%
Huile palmiste	410	564	37,6%
Ventes (en tonnes)	7 602	4 907	-35,5%
Savon	2 521	3 254	29,1%
Autres produits	5 081	1 653	-67,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	7 998	6 558	-18,0%

Source : Olam Palm Gabon, SIAT

II.6.2. Le sucre

La branche de la raffinerie de sucre a enregistré de bonnes performances en 2016, aux plans agronomique et industriel. En effet, grâce aux conditions climatiques favorables, la SUCAF a

produit 24 149 tonnes de granulé de sucre de 50 kg, soit une hausse de 2,7% par rapport aux réalisations de 2015. Dans le même temps, la transformation de sucre en morceaux a progressé de 6,1%, suite à l'installation des nouvelles machines sur la deuxième ligne de production.

De même, sur le plan commercial, l'augmentation des quantités vendues du fait de la fermeté de la demande domestique (industriels et ménages) a généré un chiffre d'affaires de 20,3 milliards de F CFA, soit une amélioration de 8,4%.

Evolution de l'activité sucrière

	Fin décembre		
	2015	2016	2015
Production totale (en tonnes)	23 522	24 149	2,7%
Importation (en tonnes)	4 902	2 692	-45,1%
Total du sucre transformé (en tonnes)	9 685	10 280	6,1%
Ventes (en tonnes)	32 181	33 010	2,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18 717	20 290	8,4%
Effectifs	385	367	-4,7%
Masse salariale	4 206	3 152	-25,1%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

A fin décembre 2016, la branche des boissons gazeuses et alcoolisées a connu un affermissement de son activité sous l'effet de la demande soutenue du marché domestique. Ainsi, sa production totale a augmenté de 9%, pour un volume de 2,9 millions d'hectolitres, suite à la bonne tenue de la production des bières (7,3%) et l'explosion (+277,2%) des diverses boissons, notamment de l'Alcoomix et de l'Eau minérale « Akewa ». Le chiffre d'affaires est en hausse de 6,3%, à 167,8 milliards de FCFA en 2016.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en hectolitres)	2 704 006	2 946 757	9,0%
Bières	1 542 168	1 654 120	7,3%
Boissons gazeuses	1 073 130	1 082 567	0,9%
Vins	45 483	47 046	3,4%
Divers	43 224	163 023	277,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	157 848	167 803	6,3%
Effectifs	962	1 016	5,6%
Masse salariale	13 454	13 724	2,0%

Source : Sobraga, Sovingab

An niveau de l'emploi, les effectifs sont passés de 962 agents permanents en 2015 à 1 016 agents en 2016, pour une masse salariale en augmentation de 2,3%.

II.6.5L'eau minérale

La production de l'eau minérale a enregistré une hausse de 1,4% en 2016 pour un volume de 670 889 hectolitres. De même, le chiffre d'affaires s'est établi à 14,8 milliards de FCFA, en hausse de 3,2%. Les effets des problèmes techniques rencontrés par la société, suite à la panne de deux compresseurs, ont été atténués par le fonctionnement optimal de la deuxième ligne de production et la fermeté de la demande locale. Les effectifs ont été renforcés en 2016 à 70 agents pour une masse salariale de 813 millions de FCFA.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production d'eau (en hectolitres)	661 775	670 889	1,4%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	14 371	14 829	3,2%
Effectifs	55	70	27,3%
Masse salariale	705	813	15,2%

Source : Soboleco

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Les performances des industries de transformation du bois se sont raffermies en 2016, en raison d'un meilleur approvisionnement des usines. Ainsi, la production totale, tous segments confondus, a progressé de 8,6% pour s'établir à 752 861 m³.

Sur le plan commercial, les exportations ont observé la même tendance, avec une hausse de 15,5% pour s'afficher à 666 723 m³, en liaison avec le dynamisme du marché international. Cependant, les ventes locales ont baissé de 21%, suite à la baisse de la demande.

Evolution de l'activité industrielle

(en m ³)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	693 067	752 861	8,6%
Ventes locales	47 470	37 509	-21,0%
Exportations	577 454	666 723	15,5%

Sources: Echantillon des entreprises

II.7.1 Le sciage

L'activité de sciage a enregistré des résultats mitigés. En effet, sur le plan industriel, la production a progressé de 1,4% pour afficher à 460 968 m³, suite au maintien du rythme d'approvisionnement des unités de transformations en grumes. Parallèlement, les exportations ont connu une progression de 11,6% pour atteindre 420 524 m³, tirées par la fermeté des commandes du marché

extérieur. A contrario, les ventes locales ont baissé de 21,5% à 30187 m³, suite à la vigueur de la production artisanale issue principalement des opérateurs informels.

Evolution de l'activité de sciage

(en m ³)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	454 539	460 968	1,4%
Ventes locales	38 432	30 187	-21,5%
Exportations	376 956	420 524	11,6%

Sources: Somivab, Sitrab, Superbois, Khll, Ceb, Cora-Wood, Gwi, Snbg, Tbni, Mpb, Seef

II.7.2 Le déroulage

- ***Le placage***

Le segment placage s'est bien comporté à la fin de l'année 2016 au regard de l'évolution ascendante de ses indicateurs. En effet, la production a atteint 229691 m³, soit une augmentation de 25,4% par rapport à l'année précédente. Cette situation s'explique par un meilleur approvisionnement des usines en matières premières. Au cours de la même période, les exportations ont progressé de 24,9% pour atteindre 194017 m³, sous l'effet de l'embellie du marché international de placage.

Evolution de l'activité de placage

(en m ³)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	183 201	229 691	25,4%
Ventes locales		2 358	-
Exportations	155 305	194 017	24,9%

Sources: Cora-Wood, Snbg, Tgi, ThebaultTransbois, Cpbg, Sbl

- ***Le contreplaqué***

La fabrication de contreplaqué a connu une amélioration de ses résultats à fin décembre 2016, avec une augmentation de 12,4% de sa production pour un volume de 62202 m³, du fait de l'approvisionnement soutenu des usines en grumes.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m ³)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production	55 327	62 202	12,4%
Ventes locales	9 038	4 964	-45,1%
Exportations	45 193	52 182	15,5%

Sources : Cora Wood, Rougier, OtimVeener

Sur le plan commercial, les exportations ont également progressé de 15,5% pour se situer à 52 182 m³, en raison de l'affermissement du marché externe. Cependant, les ventes locales ont chuté de 45,1% pour se situer à 4 964 m³, suite à la contraction des consommations locales.

II.8. LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1L'industrie minière

Au bout de deux ans d'activité, le Complexe Métallurgique de Moanda (CMM) est encore dans sa phase de rodage. Les quantités produites se sont établies à 19 279 tonnes à fin décembre 2016, en hausse de 16,4% par rapport à 2015. Cette évolution a été soutenue par la bonne orientation du manganèse métal dont la production a plus que doublé.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

(en tonnes)	Fin Décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production Silico Manganèse (SiMn)	14 758	14 144	-4,2%
Production Manganèse Métal (Mn Métal)	1 803	5 135	184,8%
Production Totale	16 561	19 279	16,4%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.8.2. La chimie

- *Les peintures*

A fin décembre 2016, la branche des peintures a consolidé les performances industrielles enregistrées en cours d'année. Ainsi, la production totale s'est établie à 4 465,2 tonnes, soit une augmentation de 5,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, le chiffre d'affaires a baissé de 10,9% pour se situer à 8,4 milliards de FCFA, suite à la contraction des commandes des principaux clients industriels.

Evolution de l'activité des peintures

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en tonnes)	4 243,3	4 465,2	5,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	9 421,9	8 391,2	-10,9%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- *Les lubrifiants*

La branche de la fabrication des lubrifiants a enregistré des résultats mitigés. Ainsi, la production s'est établie à 3 202 tonnes, soit une hausse de 6,4%. En revanche, la chute de la production des emballages métalliques et plastiques (-40,9%) est liée à la contraction de la demande de certaines industries chimiques et agroalimentaires.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires a baissé de 2,2% à 4,4 milliards de FCFA, en raison de la contraction des commandes des marketeurs et de la concurrence des produits importés.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions			
Lubrifiants (en tonnes)	3 009	3 202	6,4%
Emballages (en unités)	146 959	86 861	-40,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 472	4 375	-2,2%
Effectifs (nombre d'agents)	39	38	-2,6%
Masse salariale (en millions de FCFA)	568	368	-35,2%

Source : PIZOLUB

- **Les gaz industriels**

La morosité de l'activité de la production de gaz industriels s'est poursuivie à fin décembre 2016. En effet, le fléchissement de la production de l'oxygène et de l'azote liquide (-57,5% et -30,5% respectivement) a entraîné la chute de 38,7% de la production totale qui s'est établie à 515 013 m³. Parallèlement, du fait de la diminution des consommations des gaz industriels par les secteurs pétrolier et parapétrolier, ainsi que des structures hospitalières, le chiffre d'affaires a reculé de 24,2% à 2,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Productions (en m3)	840 819	515 013	-38,7%
Oxygène	437 500	185 880	-57,5%
Azote gazeux	16 530	58 275	252,5%
Azote liquide	357 042	248 056	-30,5%
Acétylène	29 747	22 802	-23,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	3 308	2 508	-24,2%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.3. Les matériaux de construction

L'activité de fabrication de ciment s'est affermie en 2016, sous l'effet de la montée en puissance de l'usine nouvellement mise en service à Owendo. Ainsi, la production de ciment a progressé de 58,5% pour un volume de 392 030 tonnes. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 49,2% à 30,3 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des matériaux de construction

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production de ciment (en tonnes)	247 278	392 030	58,5%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	20 323	30 317	49,2%

Sources : Cim-Gabon, Cimaf

II.8.4. La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux a consolidé les performances enregistrées en début d'année, en raison de la demande soutenue des principaux clients, notamment les quincailleries et les ménages. Ainsi, la production des tôles a augmenté de 30,7% pour s'établir à 3 134 tonnes. Parallèlement, la production de fer à béton a atteint 2 975 tonnes.

La seconde transformation des métaux

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production de tôles (en tonnes)	2 398,6	3 134,3	30,7%
Tôles minces	1 355,8	1 401,3	3,4%
Tôles épaisses	1 042,8	1 733,0	66,2%
Production de fer à béton (en tonnes)	-	2 975,2	-
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	6 746,4	7 394,1	9,6%

Source : SOTRALGA

Suite à cette embellie, le chiffre d'affaires généré par la vente des produits a progressé de 9,6% pour s'élever à 7,4 milliards de FCFA.

II.8.5. Le raffinage

La branche du raffinage a été marquée par la consolidation des performances industrielles observées tout au long de l'année. En effet, le bon fonctionnement de la raffinerie a favorisé l'augmentation du volume de brut traité qui s'est accru de 10,5%, se situant à 1 025 012 tonnes métriques à fin décembre 2016 contre 927 563 tonnes métriques en 2015.

Sur le plan commercial, les ventes locales des produits pétroliers raffinés ont connu une baisse en 2016, notamment du gasoil (-8,4%) et du pétrole lampant (-4,3%), suite à la contraction des consommations de ces produits par les principaux clients industriels. Cependant, malgré le bon comportement du résidu atmosphérique à l'exportation (+10%), le chiffre d'affaires a chuté de 23,4% pour se situer à 258,8 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution a été exacerbée par la diminution des prix des produits pétroliers en début d'année, du fait de la réactivation du mécanisme d'indexation des prix à la pompe.

Evolution des activités de la branche Raffinerie au quatrième trimestre 2016

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
TOTAL DU BRUT TRAITE	927 563	1 025 012	10,5%
Compte propre (tonnes métriques)	927 563	1 025 012	10,5%
VENTES DE SOGARA			
Butane (TM)	39 959	40 013	0,1%
Super (m ³)	94 912	98 911	4,2%
Pétrole lampant (m ³)	31 765	30 406	-4,3%
Turbine fuel 1 (m ³)	53 691	61 574	14,7%
Gasoil moteur (m ³)	518 898	475 406	-8,4%
Résidu atmosphérique export (TM)	519 011	570 686	10,0%
CHIFFRE D'AFFAIRES (millions FCFA)	337 860	258 775	-23,4%
Chiffre d'affaires intérieur	250 325	182 569	-27,1%
Chiffre d'affaires export	87 536	76 206	-12,9%

Source : SOGARA

II.9. LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

La branche énergie (électricité et eau) a clôturé l'année 2016 par des résultats globalement satisfaisants, confortés par les travaux d'amélioration de l'outil de production et du renforcement des dessertes en eau et en électricité.

II.9.1. L'électricité

La branche électricité a enregistré un accroissement de la production qui a progressé de 3,9% passant à 2 334,1 Gwh, suite au déploiement de nouveaux groupes électrogènes dans certaines localités du pays. De même, la demande soutenue des ménages explique la hausse de 5,5% des ventes d'électricité hors cession, induisant un chiffre d'affaires de 172,1 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 161,3 milliards de FCFA en 2015.

Evolution de l'activité de la branche Electricité

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production nette (en GWh)	2 245,5	2 334,1	3,9%
Production nette SEEG	1 905,7	1 989,0	4,4%
Achats d'électricité à Telemenia (Lbv)	339,8	345,0	1,5%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	1 712,1	1 806,8	5,5%
Volumes facturés MT hors cession	602,8	613,5	1,8%
Volumes facturés BT hors cession	1 109,4	1 193,3	7,6%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	161 285,1	172 143,0	6,7%

Source : SEEG

II.9.2. L'eau

La production de l'eau potable a progressé de 6,6% à fin décembre 2016, en liaison avec le renforcement des réseaux de distribution et la mise en service de nouveaux forages. Toutefois, les ventes hors cession et le chiffre d'affaires ont respectivement reculé de 6,8% et 1,9%, à cause de nombreuses fuites d'eau sur le réseau.

Evolution de l'activité de la branche Eau.

(en milliers de m ³)	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production nette	109 052,0	116 240,0	6,6%
Ventes hors cession	74 043,0	69 040,0	-6,8%
CA hors cession (en millions de FCFA)	27 147,0	26 639,0	-1,9%

Source : SEEG

II.10. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

En 2016, malgré l'accélération de chantiers liés à l'organisation de la CAN 2017, le secteur des BTP a enregistré une nouvelle baisse d'activité, en raison du ralentissement et de l'arrêt de certains grands chantiers. Ainsi, la production consolidée des deux segments a régressé de 5,5% pour se situer à 436,4 milliards de FCFA à fin décembre 2016.

Cependant, les travaux de construction des infrastructures routières et portuaires (route PK 5- PK 12, route Port-Gentil-Omboué, nouveau port d'Owendo, etc.), ainsi que ceux liés aux stades (Oyem et Port-Gentil) dans le cadre de l'organisation de la CAN 2017, ont permis d'atténuer la baisse d'activité dans ce secteur.

Dans ce contexte, certaines entreprises ont procédé aux licenciements économiques, se traduisant par une réduction de 1,8% des effectifs du secteur (soit 4 636 agents) et une masse salariale de 33,1 milliards de FCFA en 2016.

Evolution des activités du secteur BTP

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Production (en millions de FCFA), dont :	461 531	436 363	-5,5%
Bâtiment et Génie civil	425 667	402 687	-5,4%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	35 864	33 676	-6,1%
Masse salariale (en millions de FCFA)	32 562	33 151	1,8%
Effectifs (nombre d'agents)	4 723	4 636	-1,8%

Sources : SocobaEdtpl, Sericom-Santuillo, Colas, Sinohydro, MikaServices, Sobeia, Acciona, Cgpr, Avantis, Sogacer, Groa, Htpg, Cetex, Lnbtpg, Soco Tp, Csecc, Nuez ttFils, Afcons, Crbc, SogafricServices, BouyguesEnergies et Services, Seteg, Ete, ShanghaiConstruction, FacoConstruction, Dragages, Corail BTP

II.11. LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.11.1. Le transport aérien

Au terme de l'année 2016, la branche du transport aérien a confirmé la tendance baissière observée tout au long de l'année, au regard de l'évolution descendante de tous les indicateurs d'activité. En effet, les mouvements commerciaux des avions, le nombre de passagers transportés et le volume fret ont baissé respectivement de 8,2%, de 9,6% et de 10,1%. Le ralentissement du trafic entre les principaux aéroports du pays, suite aux événements postélectorales, la morosité de l'activité dans le secteur pétrolier ainsi que la réduction des fréquences sur les destinations dont les routes sont devenues praticables, expliquent cette évolution.

Evolution de l'activité transport aérien

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Mouvements Avions Commerciaux	22 705	20 836	-8,2%
- Réseau domestique	11 358	9 767	-14,0%
- Réseau international	11 377	11 069	-2,7%
Passagers	1 071 207	968 881	-9,6%
- Réseau domestique	267 111	228 735	-14,4%
- Réseau international	672 410	614 108	-8,7%
- Transit	131 686	126 038	-4,3%
Volume du fret (en tonnes)	15 210	13 669	-10,1%
- Réseau domestique	1 092	793	-27,4%
- Réseau international	14 118	12 876	-8,8%

Source: Adl

II.11.2. Le transport ferroviaire

A fin 2016, la branche du transport ferroviaire, plombée par les contreperformances des mines, s'est globalement caractérisée par un repli de son activité. Ainsi, le volume consolidé des marchandises acheminées par rails a reculé de 8,4% pour se situer à 4,2 millions de tonnes contre 4,6 millions de tonnes en 2015, suite essentiellement au recul de 14,2% du volume de manganèse transporté.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Nombre de passagers	237 399	278 316	17,2%
Volume global des marchandises (en T)	4 636 746	4 245 112	-8,4%
Grumes	333 389	375 603	12,7%
Bois débités	39 089	37 895	-3,1%
Manganèse	3 974 986	3 411 479	-14,2%
Clinker	56 763	50 740	-10,6%
Produits pétroliers	56 763	50 740	-10,6%
Autres marchandises	244 982	369 395	50,8%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	51,7	56,7	9,7%

Source: SETRAG

Cependant, les volumes de bois en grumes et des autres marchandises se sont accrus respectivement de 12,7% et 50,8%. De même, le nombre de passagers a progressé de 17,2%, soit 278 316 personnes transportées, en raison des départs massifs des populations vers les provinces

dans le cadre de la campagne et des élections présidentielles. Cette tendance a été favorisée par l'amélioration de la régularité des trains voyageurs. En conséquence, le chiffre d'affaires global a augmenté de 9,7%, pour atteindre un montant de 56,7 milliard de FCFA.

II.12 LES TELECOMMUNICATIONS

La branche des télécommunications a été marquée par l'acquisition d'Atlantique Telecom Gabon (MOOV) par Gabon Télécom au mois de juin 2016. Suite au déploiement de la technologie 3G/4G à Libreville et dans certaines villes de l'intérieur du pays, le nombre d'abonnés au téléphone mobile a progressé de 4,4%, à 2,9 millions de clients actifs. Dans le même temps, le nombre d'abonnés au téléphone fixe a augmenté de 0,6% à 18 866 clients. Par ailleurs, les parcs internet GSM et l'ADSL se sont accrus respectivement de 58% et 18%.

Cependant, la baisse continue des tarifs de communication et de connexion à internet a induit un repli de 3,7% du chiffre d'affaires des télécommunications, pour un montant total de 240,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des télécommunications

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	249,9	240,6	-3,7%
Nombre d'abonnés au mobile (milliers)	2 812,4	2 937,2	4,4%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe (milliers)	18,8	18,9	0,6%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	2 831,1	2 956,1	4,4%
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM (milliers)	899,7	1 418,5	57,7%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit (milliers)	10,8	12,8	18,2%

Sources : Airtel Gabon, Gabon-Télécom-Moov et Azur Gabon.

II.13. LE COMMERCE

II.13.1. Le commerce général structuré

Le chiffre d'affaires du commerce général structuré s'est établi à 497,1 milliards de FCFA contre 527,7 milliards de FCFA en 2015, soit une baisse de 5,8%, expliquée, entre autres, par le ralentissement de la demande locale et les troubles liés à la période postélectorale.

Evolution du Commerce général structuré

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	527,707	497,098	-5,8%

Sources : Ceca-Gadis, Bernabé Gabon, Bâti Plus, HMD, Nestlé Gabon, Cedicom, Sipagel, Gipa, Centr'Affaires, Matériaux Réunis, Diesel Gabon, Bricorama, Gabon Meca, Royal Plaza, APC, Electra, Sodigab-Mbolo, San, Davum, CGE et Prix Import

II.13.2. Le commerce des véhicules neufs

- *Véhicules utilitaires*

Les ventes de véhicules ont baissé au cours de l'année 2016. En effet, l'Union des Représentants des Automobiles Industrielles a enregistré un repli de 12,3% de son chiffre d'affaires, imputable au recul des commandes de l'Etat et du privé (entreprises et ménages).

Evolution du commerce des véhicules neufs

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Nombre de véhicules vendus	3 754	3 292	-12,3%

Source : URAI

- **Véhicules industriels**

Le chiffre d'affaires généré par les ventes de véhicules industriels a progressé de 28,4% pour se situer à 23,1 milliards de FCFA contre 18 milliards de FCFA en 2015, sous l'effet de l'accroissement des commandes des secteurs forestier et de transport.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	18,0	23,1	28,4%

Source : Tractafric

II.13.3. Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers ont régressé de 7,5% en 2016, pour un volume total de 643 603 tonnes métriques contre 696 663 tonnes métriques en 2015. Cette contraction s'explique par la morosité de l'activité dans les mines et le transport aérien, principaux consommateurs de ces produits.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Volumes vendus (en tonnes métriques)	696 007	643 663	-7,5%
<i>dont Gasoil</i>	487 867	444 326	-8,9%
<i>Supercarburant</i>	82 386	80 719	-2,0%
<i>Kérosène</i>	52 000	43 157	-17,0%

Sources : GPP, Total Marketing, Petro Gabon, Engen , Oil lybia

II.13.4. Le commerce des produits pharmaceutiques

Le chiffre d'affaires des distributeurs des produits pharmaceutiques a atteint 59,7 milliards de FCFA en 2016 contre 57 milliards de FCFA en 2015, soit une augmentation de 4,6% consécutive à la demande soutenue des assurés de la CNAMGS.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	57,0	59,7	4,6%

Source : Pharmagabon, Ubipharmgabon

II.14. LES SERVICES

II.14.1. Les services rendus aux particuliers

En 2016, les services rendus aux particuliers ont enregistré un chiffre d'affaires de 48,6 milliards de FCFA, en baisse de 13,1%, suite au repli de la demande lié à la conjoncture défavorable et aux événements de la crise postélectorale.

Evolution de l'activité des services aux particuliers

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	55,9	48,6	-13,1%

Source : Pmug, SGJL, SGCL, Labo Color, Médical Optique, Africa Vision, Cabinet de Groupe des Medecins, Gesparc, Franstel, Evenements, SAAF, Casepga, Gabosep

II.14.2. Les services de réparation mécanique

En 2016, l'activité des entreprises de la mécanique générale s'est contractée, du fait de la diminution des commandes en pièces détachées d'origine, de la suspension de certains contrats de réparation et enfin de la concurrence des vendeurs informels. Le chiffre d'affaires s'est ainsi situé à 17,8 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Fin décembre		
	2015	2016	Var 16/15
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	17,9	17,8	-0,6%

Sources: Sorelec, Big, Pièce Equip'Auto, Gsa, Ecig

II.15. LE SECTEUR BANCAIRE

II.15.1 L'Analyse bilancielle

Le total agrégé des bilans des banques a diminué de 0,8% à 2409,7 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement liée au repli de la couverture des crédits par les dépôts qui a perdu 8,2 points pour s'établir à 122,9% à fin décembre 2016 contre 131,1% un an auparavant.

De même, l'excédent de trésorerie s'est situé à 513,4 milliards de FCFA (21,3% du total du bilan), en baisse de 23,7% par rapport à l'exercice précédent.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	2016/2015
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 107,7	2 103,6	2 073,8	-1,4%
Crédits bruts	1 760,2	1 681,4	1 792,6	6,6%
Créances en souffrance	141,9	161,2	174,0	7,9%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	76,6	76,2	104,6	37,3%
CREDITS NETS	1 683,6	1 605,1	1 688,0	5,2%
CAPITAUX PERMANENTS	280,3	278,0	325,8	17,2%
VALEURS IMMOBILISEES	116,4	150,2	208,3	38,7%
AUTRES POSTES NETS	19,1	46,9	10,1	-78,5%
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	607,0	673,2	513,4	-23,7%
TOTAL DU BILAN	2 407,1	2 428,5	2 409,7	-0,8%

Sources: Banques / DGEPP

II.15.2 Les opérations avec la clientèle

II.15.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont contractées de 1,4% à 2073,8 milliards de FCFA en 2016. Les ressources à vue ont légèrement baissé (-0,4% à 1266,8 milliards de FCFA) sous l'effet du repli conjugué des dépôts privés (-3,3%) et des dépôts des entreprises publiques (-25,8%). Les ressources à vue ont représenté 61,1% du total des dépôts contre 60,5% l'année précédente.

Les ressources à terme collectées auprès de la clientèle, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 736,8 milliards de FCFA en 2016 contre 746,2 milliards en 2015, soit une contraction de 1,3%. Ces ressources ont représenté 35,5% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	2016/2015
Comptes à vue	1 226,7	1 272,5	1 266,8	-0,4%
Compte à terme	742,9	726,5	716,6	-1,4%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,8	19,7	20,2	2,8%
Autres comptes	109,8	77,7	60,3	-22,4%
Dettes rattachées	8,5	7,3	9,9	35,6%
TOTAL DES DEPOTS	2 107,7	2 103,6	2 073,8	-1,4%

Sources :Banques / DGEPP

A fin décembre 2016, les dépôts publics ont augmenté de 13,7% à 300,5 milliards de FCFA. Ils ont représenté 14,5% du total des dépôts en décembre 2016 contre 12,6% en décembre 2015.

Par ailleurs, les dépôts du secteur privé non financier et des entreprises publiques se sont respectivement contractés de 3,3% à 1581 milliards de FCFA et de 25,8% à 51,3 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	2016/2015
Dépôts publics	253,8	264,4	300,5	13,7%
Dépôts des entreprises publiques	66,8	69,1	51,3	-25,8%
Dépôts privés	1 631,0	1 634,6	1 581,0	-3,3%
Dépôts des non-résidents	37,8	50,4	70,8	40,5%
Dépôts non ventilés	118,3	85,1	70,2	-17,5%
TOTAL DES DEPOTS	2 107,7	2 103,6	2 073,8	-1,4%

Sources: Banques / DGEPP

II.15.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués se sont raffermis de 6,6% à 1792,6 milliards de FCFA contre 1681,4 milliards de FCFA un an auparavant.

Les crédits octroyés au secteur privé ont connu un amenuisement de 9,2% à 1085,6 milliards de FCFA en décembre 2016. Ils ont représenté 60,6% du total des crédits contre 71,1% en décembre 2015. De même, les crédits aux administrations publiques se sont accrus de 57% à 577,5 milliards de FCFA en 2016 pour constituer 32,2% de l'ensemble des crédits bruts distribués. Enfin, les crédits consentis aux entreprises publiques représentant 2,3% de l'ensemble des crédits bruts ont diminué de 7,1% à 42 milliards de FCFA à fin décembre 2016.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016	2016/2015
Crédits à l'Etat	400,0	367,8	577,5	57,0%
Crédits aux entreprises publiques	43,4	45,2	42,0	-7,1%
Crédits au secteur privé	1 259,4	1 195,7	1 085,6	-9,2%
Crédits aux non-résidents	43,3	55,2	63,6	15,2%
Encours financier des opérations de crédit-bail	0,0	0,4	3,9	-
Autres créances	14,1	17,1	20,0	17,0%
TOTAL CREDITS BRUTS	1 760,2	1 681,4	1 792,6	6,6%

Sources: Banques / DGEPP

II.15.3 L'évolution du résultat des banques

A fin décembre 2016, le Produit Net Bancaire (PNB) des établissements installés au Gabon s'est consolidé de 6,6% à 215,1 milliards de FCFA. Cette évolution est essentiellement liée à

l'augmentation du PNB des trois principaux établissements BGFIBANK (+14,5%), UGB (+7,4%) et BICIG (+15,4%) qui concentrent 73,3% du PNB total.

Evolution du PNB et du résultat net des banques entre 2015 et 2016

(en milliards de FCFA)	2015	2016	Var 2016/2015
Produit net bancaire	201,8	215,1	6,6%
Résultat net	33,3	46,8	40,5%

Sources: Banques

De même, le résultat net des banques a connu un raffermissement de 40,5% à 46,8 milliards de FCFA en 2016, tiré par les performances des trois principaux établissements, dont le résultat représente 76,1% du résultat total. Par ailleurs, on relève que sur les dix (10) banques que compte le système bancaire gabonais, cinq (5) ont enregistré des performances en forte hausse au cours de la période sous revue.

II.16 LA MICROFINANCE

Malgré l'élargissement du nombre de points de vente, le secteur de la microfinance a enregistré une quasi-stagnation de son activité. Ce résultat est en partie lié aux difficultés rencontrées par un certain nombre d'établissements confrontés au volume croissant des crédits non performants.

II.16.1 La configuration du secteur

Au 31 décembre 2016, l'environnement de la microfinance s'est enrichi de deux nouveaux EMF, portant ainsi leur nombre à quatorze (14). Ce secteur compte désormais quatre(4) établissements de première catégorie et dix (10) de deuxième catégorie.

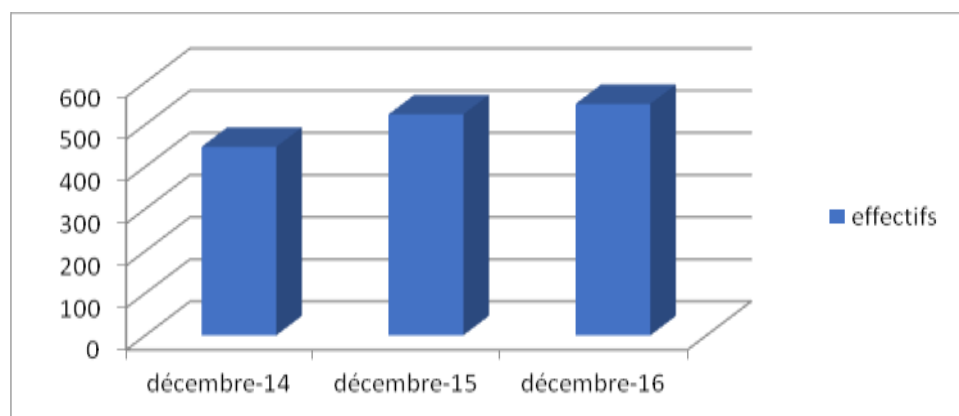
Structure du secteur

Indicateurs	décembre 2015	décembre 2016	Variation en %
Nombre d'EMF	12	14	16,7
Nombre d'agences	58	63	8,6
Nombre Usagers	133 201	151 151	13,5
Effectifs employés	524	549	4,8

Sources : EMF/Cellule Microfinance

Le nombre de points de vente est passé de 58 à 63 agences. Cela traduit la poursuite de la stratégie d'élargissement de l'offre à travers un service de proximité. Néanmoins, les activités demeurent majoritairement concentrées à Libreville.

Grâce à ces efforts d'élargissement de la couverture géographique, le nombre de bénéficiaires des services des EMF a enregistré une hausse de 13,5%, passant de 133 201 clients à 151 151 en décembre 2016. La clientèle est constituée majoritairement d'acteurs du secteur informel (notamment des petits commerçants), des fonctionnaires, des salariés du secteur privé et des étudiants. Par ailleurs, l'effectif du secteur a augmenté de près de 4,8% portant le nombre d'employés à 549 au 31 décembre 2016.



II.16.2 Les capitaux propres et intermédiation financière

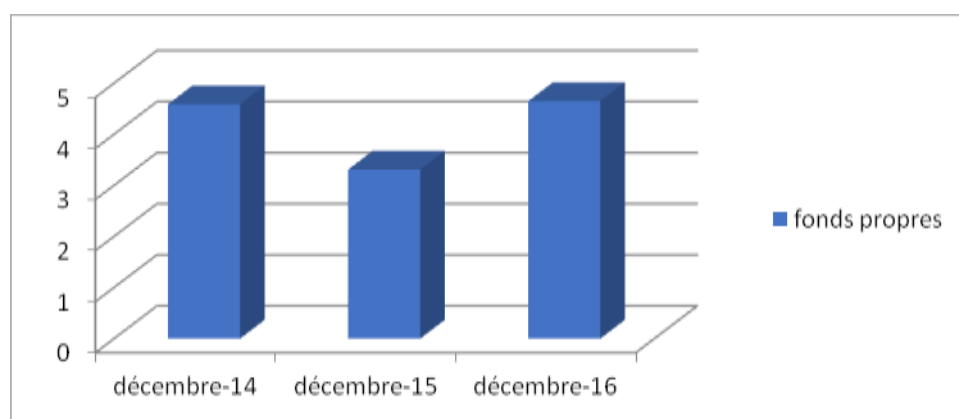
Evolution des ressources et des emplois en milliards de FCFA

En milliards de FCFA	décembre 2015	décembre 2016	Variation en %
Fonds propres	3,31	4,65	40,5
Encours de dépôts	34,67	36,3	4,7
Encours de crédits	29,69	29,8	0,4

Source : EMF/Cellule Microfinance

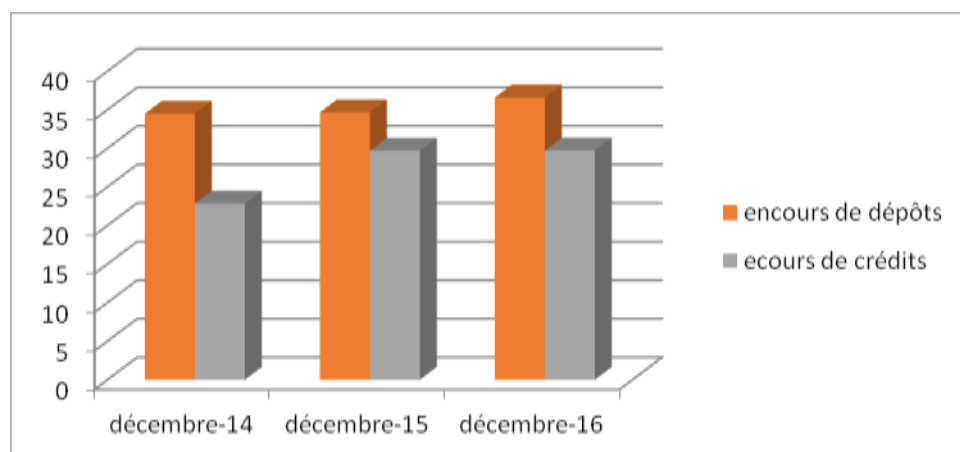
Les fonds propres

Les fonds propres du secteur se sont élevés à 4,65 milliards de FCFA en décembre 2016 contre 3,31 milliards de FCFA l'année précédente, soit une hausse de 40,5%, suite à la recapitalisation de certains EMF de deuxième catégorie.



Les activités d'intermédiation financière

Au cours de la période sous revue, trois établissements de deuxième catégorie, représentant 86,5% des dépôts collectés et 84,5% des crédits distribués, ont alimenté l'activité du secteur. Ainsi, les dépôts sont passés de 34,67 milliards de FCFA à 36,3 milliards de FCFA tandis que les crédits bruts ont été portés à 29,69 milliards de FCFA contre 29,8 milliards de FCFA à fin décembre 2015.



II.17 LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

En décembre 2016, trois établissements financiers ont été recensés, à savoir Alios Finance Gabon, Finatra, et Bici-Bail Gabon. Ils ont pour activités principales le crédit automobile, le crédit-bail et le crédit d'équipement.

II.17.1. Les ressources

Au quatrième trimestre 2016, les ressources des établissements financiers se sont établies à 68,5 milliards de FCFA contre 106,0 milliards de FCFA un an auparavant, soit une baisse de 35,4%. Cette situation résulte essentiellement de la baisse des dettes bancaires (-43,6% à 54,4 milliards de FCFA), nonobstant la hausse des capitaux propres (+8,4% à 18,1 milliards de FCFA) au cours de la période sous revue.

Evolution des ressources au quatrième trimestre 2016

(en milliards de FCFA)	4e trimestre 2015	4e trimestre 2016	Var 2016/2015
Capitaux propres	16,7	18,1	8,4%
Dettes bancaires	89,3	50,4	-43,6%
Ressources	106,0	68,5	-35,4%

Source : établissements financiers

II.17.2 Les emplois

Les emplois ont enregistré un retrait de 25,6% à 85,7 milliards de FCFA, imputable à la baisse simultanée des opérations à court terme (-31% à 0,9 milliard de FCFA), à moyen terme (-45% à 18,4 milliards de FCFA) et des crédits-bails (-17,5% à 66,4 milliards de FCFA contre 80,5 milliards un an plus tôt).

Evolution des emplois à fin décembre 2016

(en milliards de FCFA)	2015	2016	Var 2016/2015
Crédits à court terme	1,3	0,9	-31%
Crédits à moyen terme	33,5	18,4	-45%
Crédits à long terme	-	-	-
Crédits-bails	80,5	66,4	-17,5%
Total	115,3	85,7	-25,6%

Source : établissements financiers

II.17.3 Les investissements et les créances impayées

A fin décembre 2016, les investissements se sont contractés de 63% à 1,3 milliard de FCFA. Dans le même temps, les titres de participation sont restés quasi stables à 0,3 milliard de FCFA. Par ailleurs, on note une forte hausse des créances impayées qui sont passées de 2,8 milliards de FCFA en décembre 2015 à 26 milliards de FCFA en décembre 2016.

Evolution des emplois à fin décembre 2016

Indicateurs(en milliards de FCFA)	2015	2016	Var 16/15
Investissements	3,6	1,3	-63%
Titre de participation	0,3	0,3	0,0%
Créances impayées	2,8	26,0	-

Source : établissements financiers

II.18 LE SECTEUR ASSURANCE

La baisse du volume des primes collectées entamée en 2015 s'est poursuivie au cours de l'année 2016. Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé s'est replié de 11,4% à 105,2 milliards de FCFA en 2016. Cette évolution traduit la faiblesse du volume des émissions, principalement dans la branche Non Vie, suite aux tensions de trésorerie des entreprises, en liaison avec le ralentissement de l'activité économique nationale.

Evolution du Chiffre d'affaires du secteur Assurance

(en milliards de FCFA)	2015	2016*	Var 16/15	Répartition du CA par Branche en 2016
Branche Non Vie	101,2	86,2	-14,8%	81,9%
Branche Vie	17,6	19,0	8,0%	18,1%
Total	118,8	105,2	-11,4%	100%

Source : Compagnies d'assurances ; 2016* = estimations

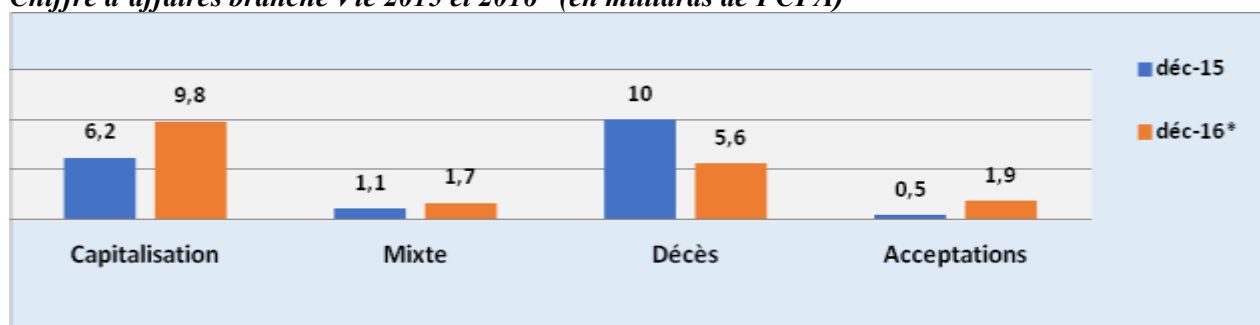
II.18.1. La Branche Non Vie

La Branche Non Vie a représenté 82,4% du total des émissions du secteur. Son chiffre d'affaires s'est contracté de 14,8% à 86,2 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 102,2 milliards de FCFA à la même période en 2015. La baisse de la collecte des primes est imputable à la durée courte de contrats et des contrats groupes non renouvelés ou modifiés, combinée à la crise économique. En conséquence, les primes collectées dans les segments « Automobile et Maladie-Assistance » ont fléchi respectivement de 4,3% à 26,6 milliards de FCFA et de 6,4% à 19,5 milliards.

II.18.2. La Branche Vie

La Branche Vie englobe 17,6% de l'encours des primes du secteur. L'encaissement Vie a atteint 19 milliards de FCFA à fin décembre 2016, soit une hausse de 8,5%. Cette embellie est liée au dynamisme des segments « Capitalisation » (+58,1% à 9,8 milliards de FCFA en décembre 2016) et « Acceptations » (1,9 milliards de FCFA en décembre 2016 contre 500 millions en décembre 2015).

Chiffre d'affaires branche Vie 2015 et 2016* (en milliards de FCFA)



Sinistres réglés

Le coût global des sinistres payés a diminué de 2% à 38,8 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 39,6 milliards à la même période en 2015. En assurance Non Vie, la charge des sinistres s'est contractée de 3,6% à 29,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Par contre, en assurance Vie, le montant des sinistres payés a cru de 3,4% à 9,1 milliards à fin décembre 2016.

Commissions Versées

Le montant total des commissions versées aux intermédiaires s'est accru de 0,3% à 35,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Les commissions versées pour le compte des activités Non Vie ont régressé de 9,1% à 11 milliards de FCFA à fin décembre 2016. En revanche, en assurance Vie, les intermédiaires ont encaissé 24,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016 contre 23,5 milliards à la même période un an plus tôt, soit une hausse de 5,1%, liée à la bonne orientation du segment Vie.

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN DECEMBRE 2016

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

En 2016, les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 2,1% en moyenne annuelle comparativement à l'année 2015. Cette évolution est principalement expliquée par l'accroissement des prix des fonctions suivantes:

- Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles à 1,4% ;
- Transports à 10,5% ;
- Biens et services divers à 35,2%.

L'évolution des prix du transport résulte notamment de la hausse des prix des dépenses d'entretien des véhicules (+2,5%), des carburants et lubrifiants (+0,9%), des services de transport (+23,6%) et des transports de longue distance (+21,5%). La forte hausse constatée du coût des biens et services divers est due à celle des soins corporels (+48,7%), des autres appareils, des articles et produits pour soins (+13,6%) et des effets personnels, des articles de bijouterie et d'horlogerie (+23,8%).

Néanmoins, par rapport à 2015, les prix des Produits alimentaires et boissons non alcoolisées se sont stabilisés sous l'effet de la politique de lutte contre la vie chère. Les prix des Communications ont continué de se contracter avec une baisse de 6,7% en glissement mensuel.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupement	Pondération	Fin décembre			Moyenne Annuelle (en %)			Glissement (déc. A déc.) (%)
		2014	2015	2016	2014	2015	2016	
INDICE GLOBAL	10000	127,9	127,4	130,1	4,7%	-0,3%	2,1%	4,1
Produits alimentaires et boissons non alcool..	3291	135,8	139,9	139,8	2,9%	3,0%	-0,1%	-1,4
Pains et céréales	673	124,8	127,0	128,9	1,0%	1,8%	1,5%	-1,0
Viandes	720	129,4	136,1	135,5	5,2%	5,2%	-0,4%	-0,1
Poissons et fruits de mer	446	182,0	184,6	185,6	14,5%	1,4%	0,6%	-5,4
Lait, fromage et œufs	243	122,2	125,5	124,7	2,6%	2,7%	-0,6%	1,3
Huiles et graisses	183	130,0	138,7	128,7	-2,6%	6,7%	-7,2%	-6,6
Légumes et tubercules	534	146,4	152,2	152,8	-1,5%	4,0%	0,4%	-0,9
Boissons alcoolisées et tabac	185	117,7	119,6	122,6	-1,7%	1,6%	2,5%	-0,4
Articles d'habillement et chaussures	794	116,3	135,8	135,9	10,4%	16,8%	0,1%	2,8
Logement, eau, gaz, électricité....	2053	140,1	125,7	127,5	7,0%	-10,3%	1,4%	12,2
Meubles, articles de ménages, entretien...	561	118,4	117,7	122,6	11,5%	-0,6%	4,2%	3,0
Santé	357	118,6	105,0	99,4	-3,1%	-11,4%	-5,4%	-11,7
Transports	990	127,0	129,3	143,0	4,8%	1,8%	10,5%	11,2
Communications	355	105,6	80,5	61,8	4,4%	-23,8%	-23,3%	-6,7
Loisirs et cultures	503	107,6	118,4	121,6	5,1%	10,1%	2,7%	1,0
Enseignement	170	107,2	107,8	112,1	1,3%	0,6%	3,9%	1,6
Restaurants et hôtels	466	124,8	125,4	130,5	3,7%	0,5%	4,1%	2,9
Biens et services divers	275	99,4	106,5	143,9	1,7%	7,1%	35,2%	36,9

Source : DGS

III.2.L'EMPLOI

A fin décembre 2016, le nombre des salariés du secteur public a reculé de 1,3% pour s'établir à 108150 agents. Cette variation est liée à la diminution simultanée des effectifs de la Fonction Publique, de la Main d'Œuvre Non Permanente et des collectivités locales. Il s'agit essentiellement des départs à la retraite qui n'ont pas été systématiquement remplacés.

Evolution de l'emploi dans le secteur public

Désignations	Fin décembre		Var 16/15
	2015	2016	
Secteur public	109 564	108 150	-1,3%
Fonction Publique	87 075	85 697	-1,6%
MONP	15 257	15 227	-0,2%
Libreville	7 005	7 054	0,7%
Intérieur	8 252	8 173	-1,0%
Collectivités locales	7 232	7 226	-0,1%

Source : DGBFIP

III.2.1. La variation des effectifs par département

Au terme de l'année 2016, les effectifs de la fonction publique ont baissé de 1,6% à 85 697 agents comparativement à la même période en 2015. Cette variation s'observe dans la quasi-totalité des départements : Pouvoirs publics(-6,6%); Administration économique (-11,6%); Administration des transports(-9,3%). Cette situation traduit la volonté clairement affichée par les Autorités de maîtriser les effectifs afin d'atténuer le poids de la masse salariale compte tenu de la baisse des recettes budgétaires.

Evolution de l'emploi par département

Départements	Fin décembre		Var16/15
	2015	2016	
POUVOIRS PUBLICS	25 351	23 689	-6,6%
ADM. CENTRALE	11 427	13 662	19,6%
ADM. ECONOMIQUE	7 666	6 778	-11,6%
ADM. DEVELOPPEMENT	4 127	3 787	-8,2%
ADM. DES TRANSPORTS	1 325	1 202	-9,3%
ADM. DE L'EDUCATION	25 068	24 900	-0,7%
ADM. SOCIALE	11 995	11 475	-4,3%
AUTRES	117	204	74,4%
TOTAL	87 076	85 697	-1,6%

Source : DGBFIP

III.2.2 Evolution de l'emploi des collectivités locales

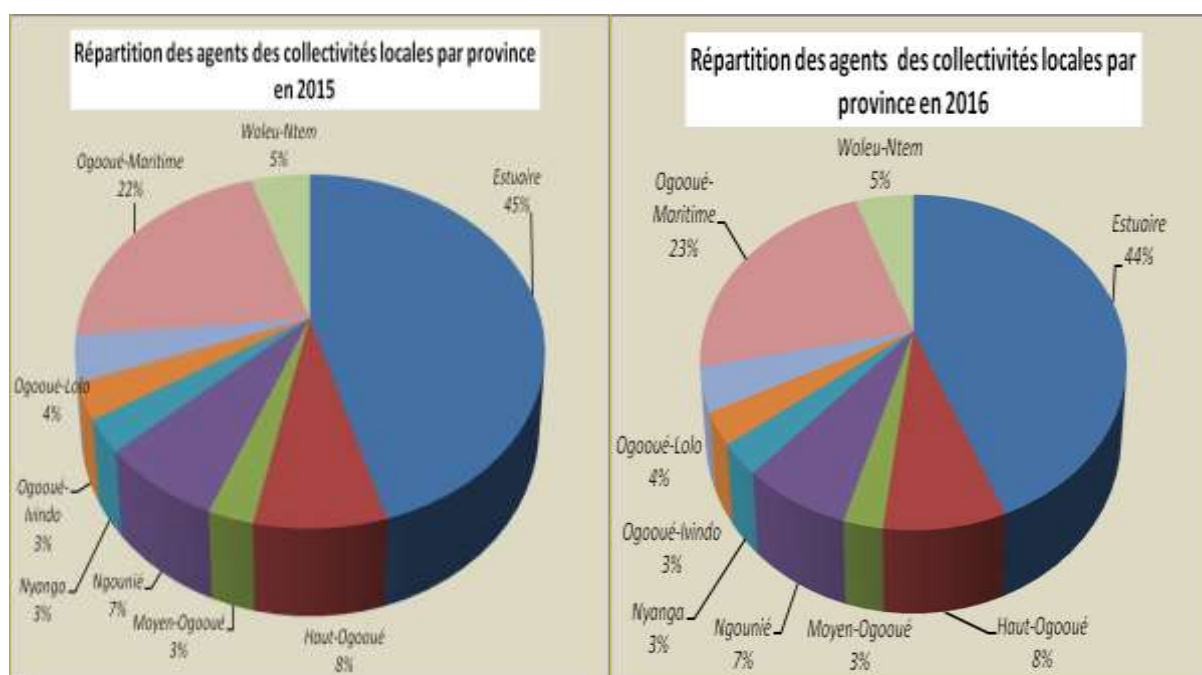
Les effectifs des collectivités locales ont légèrement baissé (-0,1%) à fin décembre 2016 pour s'établir à 7226 agents. Cette régression est observée dans les provinces de l'Estuaire (-3,3%), du Moyen-Ogooué(-5,7%)et de l'Ogooué-Ivindo (-6,6%). Elle s'explique essentiellement par le non remplacement des départs à la retraite.

Par ailleurs, la répartition des emplois locaux sur l'ensemble du territoire fait ressortir des disparités qui découlent essentiellement de l'importance de la démographie et de l'activité économique dans chaque province. Ainsi en 2016, la province de l'Estuaire conserve le plus grand nombre d'emplois(3187 agents), suivie de l'Ogooué-Maritime (1672 agents) et du Haut-Ogooué (563 agents). Par contre, le Moyen-Ogooué et la Nyanga détiennent le plus faible nombre d'emplois avec respectivement 181 et 213 agents.

Evolution de l'emploi par province

Localités	2014	2015	2016	Var 16/15
Estuaire	3 225	3 297	3 187	-3,3%
Haut-Ogooué	552	552	563	2,0%
Moyen-Ogooué	204	192	181	-5,7%
Ngounié	513	521	506	-2,9%
Nyanga	213	213	213	0,0%
Ogooué-Ivindo	233	234	220	-6,0%
Ogooué-Lolo	302	302	302	0,0%
Ogooué-Maritime	1 433	1 569	1 672	6,6%
Woleu-Ntem	325	352	382	8,5%
TOTAL	7 000	7 232	7 226	-0,1%

Source : DGTCP



Source : DGEPF

III.2.3. Evolution de l'emploi de la MONP

Les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont baissé de 0,2% à fin décembre 2016 pour se situer à 15227 agents. Cette tendance à la réduction des effectifs est en lien avec la volonté de maîtrise de la masse salariale.

III.3.LES SALAIRES

La masse salariale du **secteur public** exécutée à fin décembre 2016 a progressé de 3,0% pour s'établir à 768,6 milliards de FCFA contre 746,4 milliards de FCFA en 2015. Cette augmentation résulte de la hausse du niveau des rémunérations des postes solde permanente (+23,1%) et collectivités locales (18,2%), malgré la baisse des rémunérations de la Main d'Œuvre Non Permanente (-45,3%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

Désignation	2015	2016	Var 16/15
Secteur Public	746,4	768,6	3,0%
<i>Secteur Public hors collectivités locales</i>	<i>714,5</i>	<i>730,9</i>	<i>2,3%</i>
Solde Permanente	562,9	692,8	23,1%
MONP	69,6	38,1	-45,3%
PIP	82	-	-
Collectivités Locales	31,9	37,7	18,2%

Source : DGCPT

III.3.1.La solde Permanente par administration

En 2016, la masse salariale de la Fonction publique (solde permanente) a connu un accroissement de 23,1% atteignant 692,8 milliards de FCFA comparativement à 2015. L'Administration de l'Education (+35,5%) et l'Administration générale (+29,6%) ont particulièrement influencé cette évolution.

L'impact des réformes de la maîtrise de la masse salariale est présentement peu perceptible dans l'ensemble des départements de la fonction publique. En effet, le nouveau système de rémunération mis en place à partir du deuxième semestre 2015 a occasionné en 2016, une hausse importante de la solde permanente.

S'agissant de la main d'œuvre non permanente(MONP), sa masse salariale a baissé de 45,3% en 2016 pour se situer à 38,1 milliards de FCFA. Cette situation est liée à un léger recul des effectifs des agents de cette catégorie.

Evolution de la solde permanente par département

(en milliards de FCFA)	2015	2016	Var 16/15
POUVOIRS PUBLICS	168,2	191,8	14,0%
ADM. GENERALE	73,1	94,7	29,6%
ADM. ECONOMIQUE	46,1	55,5	20,4%
ADM. DEVELOPPEMENT	27	31,6	17,1%
ADM. DES TRANSPORTS	8	10,2	27,2%
ADM. DE L'EDUCATION	160,3	217,2	35,5%
ADM. SOCIALE	79,1	88,9	12,4%
AUTRES	1,1	2,9	163,0%
TOTAL	562,9	692,8	23,1%

Source : DGCPT

III.3.2. La masse salariale des collectivités locales

La masse salariale des collectivités locales a augmenté de 18,2% pour se situer à 37,7 milliards de FCFA à fin décembre 2016. Cette évolution est due aux différents avantages accordés aux agents. La province de l'Estuaire vient en tête avec 19,605 milliards de FCFA, suivie de l'Ogooué-Maritime avec 8,449 milliards de FCFA et du Haut-Ogooué avec 2,091 milliards de FCFA.

Evolution de la masse salariale par province

(en millions de FCFA)	2014	2015	2016	Var 16/15
Estuaire	15 963	16 984	19 605	15,4%
Haut-Ogooué	1 653	1 753	2 091	19,3%
Moyen-Ogooué	492	688	793	15,3%
Ngounié	1 261	1 420	2 128	49,9%
Nyanga	783	883	1 108	25,5%
Ogooué-Ivindo	643	702	1 075	53,1%
Ogooué-Lolo	842	868	1 100	26,7%
Ogooué-Maritime	7121	7678	8 449	10,0%
Woleu-Ntem	938	982	1351	37,6%
TOTAL	29 696	31 958	37 700	18,2%

Source : DGCP

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

L'année 2016 a été marquée par une décélération du commerce extérieur du Gabon, au regard de la baisse des principaux indicateurs. En effet, on a noté un repli des recettes d'exportations (-29,9%) et de la facture des biens importés (-22,8%), dans un contexte de baisse des cours du baril de pétrole. L'excédent commercial s'est considérablement détérioré s'établissant à 855,1 milliards de FCFA contre 1 398,7 milliards de FCFA en 2015. Dès lors, le taux de couverture, qui initialement était de 180,1%, s'est contracté de 16,7 points à 163,4% en 2016.

La balance commerciale

En milliards de FCFA	A fin décembre			Var 15/14	Var 16/15
	2014	2015	2016		
Exportations totales	4 364,5	3 144,9	2 203,6	-27,9%	-29,9%
<i>Pétrole Brut</i>	3 733,4	2 512,4	1 652,2	-32,7%	-34,2%
<i>Hors pétrole</i>	631,1	632,5	551,4	0,2%	-12,8%
Importations totales	1 919,10	1 746,20	1 348,5	-9,0%	-22,8%
Solde commercial	2 445,4	1 398,7	855,1	-42,8%	-61,1%
Taux de couverture	227,4%	180,1%	163,4%	-	-

Source : DGDDI

III.4.1.L'évolution des exportations en valeur

La tendance baissière des exportations globales, observée en 2015 (-27,9%), s'est poursuivie en 2016 (-29,9%). Ce repli s'explique par la baisse des expéditions en valeur de pétrole et hors pétrole. Le commerce extérieur du Gabon reste encore très influencé par les ventes de pétrole qui représentent 75% des recettes. On a noté une baisse moins forte des exportations hors pétroles (-12,8%), permettant ainsi une hausse de leur poids dans la valeur globale des exportations.

Les exportations en valeur

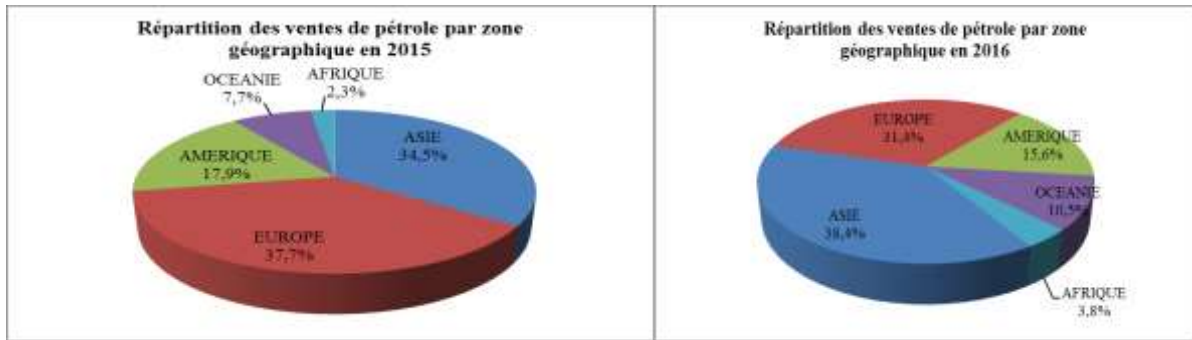
En milliards de FCFA	Fin décembre			Poids			Var 16/15
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	
Exportations de pétrole brut	3 733,40	2 512,40	1 652,20	85,50%	79,90%	75,00%	-34,2%
Exportations hors pétrole	631,1	632,5	551,4	14,50%	20,10%	25,00%	-12,8%
Bois sciés et ouvrages	195,7	222,2	257,4	4,50%	7,10%	11,70%	15,8%
Produits dérivés du pétrole	212,7	104	90,3	4,90%	3,30%	4,10%	-13,2%
Manganèse minerais et agglomérés	73,2	91,6	77,2	1,70%	2,90%	3,50%	-15,7%
Caoutchoucs naturels	17,4	15,1	11,3	0,40%	0,50%	0,50%	-25,2%
Poissons et produits de la pêche	1,8	2	1,6	0,0%	0,10%	0,10%	-20,0%
Huile de palme	0,1	0,2	1,5	0,0%	0,0%	0,10%	650,0%
Bières	0,3	0,1	-	0,0%	-	-	-
Cacao en fèves et brisures, bruts	0,1	-	-	-	-	-	-
Ciments	2,1	1,5	-	0,0%	0,0%	-	-
Tabacs	0,6	0,2	-	0,0%	0,0%	-	-
Autres	127,2	174,8	111,7	2,9%	5,6%	5,1%	-36,1%
EXPORTATIONS TOTALES	4 364,50	3 144,90	2 203,60	100,00%	100,00%	100,00%	-29,9%
PIB NOMINAL	8 988,30	8 480F,8	8 472,30	-	-	-	-0,1%
Part des exportations pétrole sur le PIB	41,50%	29,60%	19,50%	-	-	-	-34,2%
Part des exportations hors- pétrole sur le PIB	7,00%	7,50%	6,80%	-	-	-	-9,3%

Source : DGDDI

- **Les exportations de pétrole**

Comme en 2015, les exportations en valeur du pétrole ont enregistré une nouvelle baisse en 2016. Sur la période, les ventes de ce produit ont atteint 1 652,2 milliards de FCFA contre 2 512,4 milliards de FCFA en 2015, soit une contraction de 34,2%. Plusieurs facteurs expliquent cette contreperformance parmi lesquels, le repli du prix moyen du Brent (-16,2% à 40,3 dollars) suite à la surabondance de l'offre sur le marché international conjuguée à la faiblesse de la demande mondiale et au recul de la production nationale (-4,2% à 11,4 millions de tonnes).

Les trois principales zones de destination des exportations de pétrole demeurent l'Asie (38,4%), l'Europe (31,4%) et l'Amérique (15,6%).



Source : DGEPF/DGDDI

- **Les exportations hors pétrole**

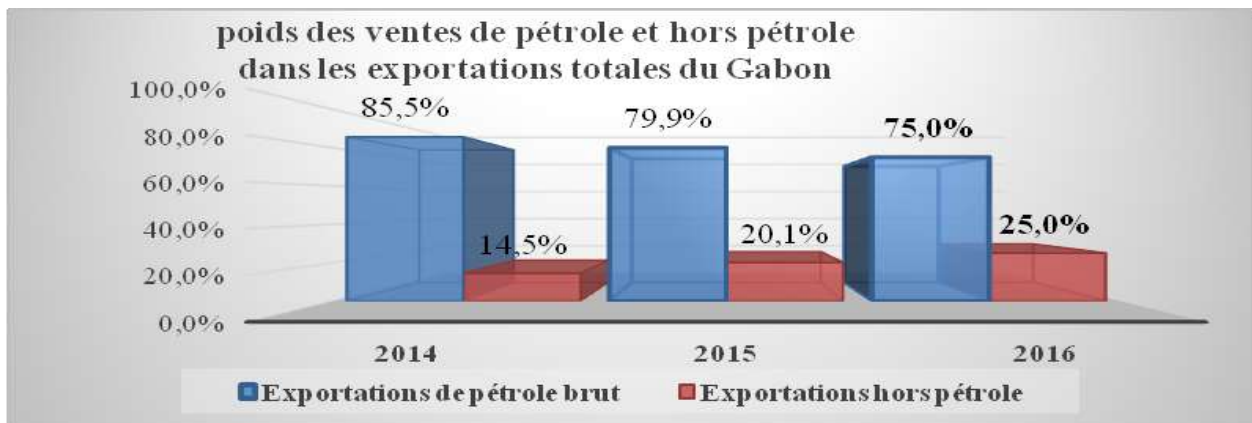
Au terme de l'année 2016, on a noté, comme en 2015, un accroissement du poids des exportations hors pétrole (+25%) sur la valeur totale des exportations, suite à la chute des exportations pétrolières. Les ventes hors pétrole ont régressé de 12,8% à 551,4 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse de la quasi-totalité des produits, à l'exception des bois sciés, qui ont poursuivi leur tendance haussière, ainsi que des huiles de palme.

L'amélioration des ventes de bois sciés de 15,8% à 257,4 milliards de FCFA est attribuable à l'augmentation continue du volume traité des industries locales et à la hausse de la demande des marchés extérieurs, notamment asiatique (+29,9%) et européen (+7,9). De même, les ventes d'huiles de palme sont passées de 0,2 milliard de FCFA à 1,5 milliard de FCFA. Cette tendance fait suite à la mise en vente des huiles issues de la production du site d'Awala à Kango (Olam Palm), pour un montant de 1,3 milliard de FCFA. Cette production a été vendue principalement au Cameroun, au Bénin et en Espagne.

En revanche, le recul des ventes d'or observé à fin décembre s'explique essentiellement par la baisse de la production suite aux problèmes techniques. De même, les ventes de manganèse minerais ont régressé de 15,7%.

En effet, le repli des ventes de manganèse fait suite à une baisse en particulier de la demande chinoise (39,1 milliards de FCFA à 26,6 milliards de FCFA) et celle des pays bas (de 45,8 milliards de FCFA à 0,3 milliards de FCFA).

Les ventes de caoutchouc naturel ont enregistré une dégradation de 25,2% sous l'effet de la baisse de la production nationale et des cours mondiaux du caoutchouc naturel. Elle résulte du recul des livraisons vers les pays tels que la Pologne (-25,3%), la France (-29,3%), l'Espagne (-51,5%) et les Etats-Unis (-29,8%).



Source : DGDDI

III.4.2.L'évolution des importations en valeur

En 2016, les importations en valeur ont baissé, passant de 1 746,2 milliards de FCFA en 2015 à 1 348,7 milliards de FCFA. Ce recul s'explique essentiellement par la réduction des commandes des biens destinés à l'investissement, des biens intermédiaires et de l'énergie, malgré la hausse des achats de biens de consommation.

Comme les années précédentes, les achats d'équipement ont enregistré une baisse de 39,5% à 417,0 milliards de FCFA. Cette évolution tient de l'affaiblissement de l'activité économique dans les entreprises des secteurs pétroliers et connexes, principales importatrices de ces biens.

La facture de biens intermédiaires a baissé de 8,4% du fait notamment de la régression des achats du Gabon en provenance de France (-6,7%), de Belgique (-18,8%) et des Etats-Unis (-44,3%).

Afin de satisfaire la demande et combler le déficit structurel, le Gabon a importé des produits pétroliers raffinés (gazole, coke, butane, huiles lubrifiantes etc.). Toutefois, ces achats sont en régression de 30,0%.

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	Fin décembre			Poids			Var 16/15
	2014	2015	2016	2014	2015	2016	
BIENS DE CONSOMMATION	493,9	507,3	459,5	25,70%	29,10%	34,1%	-9,4%
<i>dont produits alimentaires</i>	318,5	347,8	305,6	16,60%	19,90%	22,7%	-12,1%
<i>boissons</i>	25,1	22,3	19,5	1,30%	1,30%	1,4%	-12,6%
BIENS D'ÉQUIPEMENT	746,1	689,6	417	38,90%	39,50%	30,9%	-39,5%
BIENS INTERMÉDIAIRES	443,9	406,2	371,9	23,10%	23,30%	27,6%	-8,4%
ENERGIE	235,1	143,1	100,1	12,30%	8,20%	7,4%	-30,0%
Importations totales	1 919,10	1 746,20	1 348,5	100,00%	100,00%	100,0%	-22,8%

Source : DGDDI

III.4.3. Le partenariat économique

La Chine demeure le premier partenaire du Gabon sur les trois dernières années avec un volume d'échanges évalué à 747,0 milliards de FCFA en 2016. Elle est suivie de la France (602,1 milliards de FCFA), de Trinidad et Tobago (283,7 milliards de FCFA) et de l'Italie (251,5 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	2014	2015	2016	Var 16/15
Chine	784,5	655,1	747	14,0%
France	600,5	499	602,1	20,7%
Trinidad et Tobago	460,8	396,1	283,7	-28,4%
Italie	267,8	307,5	251,5	-18,2%
Australie	508,6	243,5	231,3	-5,0%
Etats Unis	238,7	422,3	134,9	-68,1%
Total global	6283,6	4891,2	3667,3	-25,0%

Source : DGDDI

III.4.3.1 Les principaux clients

- *Par pays*

En 2016, les exportations du Gabon à destination de ses dix (10) premiers clients, représentant 82,6% des ventes totales, ont baissé de 24,4% par rapport à 2015, à 1 820,9 milliards de FCFA. La Chine, avec 25,5% des commandes de produits gabonais, a occupé la première place. Elle est suivie de Trinidad et Tobago (12,9%) et de l'Australie (10,4%).

Le solde de la balance commerciale avec la Chine a été excédentaire de 377,9 milliards de FCFA, suite à la hausse des ventes du pétrole (433,3 milliards de FCFA contre 383,3 milliards de FCFA en 2015) et des bois sciés et ouvrages (100,5 milliards de FCFA), malgré la baisse du manganèse (26,6 milliards de FCFA en 2016 contre 39,1 milliards de FCFA en 2015).

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids		Var16/15
	2014	2015	2016	2015	2016	
Chine	619	505,7	562,5	16,1%	25,5%	11,2%
Trinidad et Tobago	460,8	396,1	283,7	12,6%	12,9%	-28,4%
Australie	506,5	240,5	230,1	7,6%	10,4%	-4,3%
Italie	211,2	269,9	225,4	8,6%	10,2%	-16,5%
Corée du Nord	36,5	175,1	112,2	5,6%	5,1%	-35,9%
Pays Bas	103,8	298,2	98,7	9,5%	4,5%	-66,9%
France	122,5	69,4	90,7	2,2%	4,1%	30,7%
Belgique	21,3	64	78,7	2,0%	3,6%	23,0%
Grande Bretagne	197,1	115,8	72,4	3,7%	3,3%	-37,5%
Espagne	248,9	275	66,5	8,7%	3,0%	-75,8%
Exportations des 10 premiers clients	2 527,5	2 409,8	1 820,9	76,6%	82,6%	-24,4%
Autres	1 837,00	735,1	382,7	23,4%	17,4%	-47,9%
Total export	4 364,5	3 144,9	2 203,6	100,0%	100,0%	-29,9%
Poids des 10 premiers clients	57,9%	76,6%	82,6%			

- *Par continent*

Depuis trois années, l'Asie est demeurée le premier client du Gabon (38,4% des parts en 2016), malgré un volume de produits en baisse à 845,2 milliards de FCFA contre 1083,7 milliards en 2015. L'évolution de la demande asiatique est expliquée en grande partie par les achats du pétrole brut et des bois sciés et ouvrages.

Cette zone économique est suivie de l'Europe (31,8% des parts), de l'Amérique (15,6% des parts) et de l'Océanie (10,5% des parts) avec des volumes d'achats également en diminution. L'Afrique occupe le dernier rang avec 3,8% des parts.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards de FCFA	Fin décembre			Poids		Var16/15
	2014	2015	2016	2015	2016	
AFRIQUE	158,5	71,7	84,5	2,3%	3,8%	17,9%
dont CEMAC	43,2	27,8	24	0,9%	1,1%	-13,7%
AMERIQUE	774,8	562,6	343,3	17,9%	15,6%	-39,0%
ASIE	1 894,70	1 083,70	845,2	34,5%	38,4%	-22,0%
EUROPE	1 029,70	1 185,90	700	37,7%	31,8%	-41,0%
dont U.E	989,2	1 144,90	690	36,4%	31,3%	-39,7%
OCEANIE	506,8	241	230,6	7,7%	10,5%	-4,3%
Total export	4 364,5	3 144,9	2 203,6	100,0%	100,0%	-29,9%

Source : DGDDI

III.4.3.2. Les principaux fournisseurs

Les achats du Gabon en provenance de ses dix (10) premiers fournisseurs ont fléchi de 9,6% en 2016 par rapport à 2015, pour s'établir à 1 098,1 milliards de FCFA. Ces commandes représentent 75% des importations totales du Gabon.

A fin décembre 2016, la France, avec 34,9% des parts, est demeurée le principal fournisseur du Gabon. Elle est suivie de la Chine (12,6%), de la Belgique (9,2%) et des Etats-Unis (4,6%).

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	Fin décembre			Poids		Var16/15
	2014	2015	2016	2015	2016	
France	478,1	429,6	511,4	24,6%	34,9%	19,0%
Chine	165,4	149,4	184,5	8,6%	12,6%	23,5%
Belgique	292,4	214,6	134,9	12,3%	9,2%	-37,1%
Etats Unis	119,3	211,1	67,5	12,1%	4,6%	-68,0%
Togo	95,2	57,5	49,1	3,3%	3,4%	-14,6%
Thaïlande	27	36,7	38,7	2,1%	2,6%	5,4%
Inde	18,5	19,8	31,5	1,1%	2,2%	59,1%
Afrique du Sud	36,4	30	27,8	1,7%	1,9%	-7,3%
Maroc	27,3	28,7	26,6	1,6%	1,8%	-7,3%
Italie	56,6	37,6	26,1	2,2%	1,8%	-30,6%
Importations des 10 premiers pays fournisseurs	1 316,2	1 215,0	1 098,1	69,6%	75,0%	-9,6%
Autres	602,9	531,2	365,6	30,4%	25,0%	-31,2%
Total import	1 919,1	1 746,2	1 463,7	100,0%	100,0%	-16,2%
Poids des 10 premiers fournisseurs	68,6%	69,6%	75,0%			

Source : DGDDI

- *Par continent*

A fin 2016, l'Europe est restée le principal fournisseur du Gabon (55,2% des importations totales). Elle est suivie de l'Asie (24,2% des parts), de l'Afrique (12,0% des parts) et de l'Amérique (8,5% des parts). La valeur des importations du Gabon en provenance des pays de la sous-région CEMAC a reculé pour s'établir à 2,3% du total des importations de 2016.

Evolution des achats par continent

En milliards de FCFA	Valeurs			Poids		Var16/15
	2014	2015	2016	2015	2016	
AFRIQUE	287,1	237,5	175,2	13,6%	12,0%	-26,2%
dont CEMAC	40,6	61,5	33,5	3,5%	2,3%	-45,5%
AMERIQUE	180,6	280,9	124,3	16,1%	8,5%	-55,7%
ASIE	388,8	322,8	354,3	18,5%	24,2%	9,8%
EUROPE	1058,4	900,8	807,2	51,6%	55,2%	-10,4%
dont U.E	1022,7	869,5	785,3	49,8%	53,7%	-9,7%
OCEANIE	4,2	4,3	2,6	0,2%	0,2%	-39,5%
Total import	1919,1	1746,3	1463,6	100,0%	100,0%	-16,2%

Source : DGDDI

III.5.LA DETTE

III.5.1. L'évolution du règlement

Le règlement de la dette publique à fin décembre 2016 s'est chiffré à 343,1 milliards de FCFA. Par rapport à la même période une année plus tôt, ce niveau de règlement est en baisse de 30,2% suite au repli conjoint du paiement de la dette extérieure et intérieure.

Le règlement de la dette extérieure a été consacré essentiellement aux engagements envers les marchés financiers (41,5%) et aux crédits commerciaux (24,5%). Par rapport à l'année précédente, le service de la dette extérieure a baissé de 38,5%.

Le paiement de la dette intérieure a concerné, principalement, la dette moratoire (32,9%) et la dette bancaire (32,2%). Comparativement à fin décembre 2015, le règlement de la dette intérieure a diminué de 11,1% suite à la contraction du paiement des divers (-50,7%) et de la dette bancaire (-47,7%).

Evolution du règlement de la dette

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations (%)	Poids en 2016
	2015	2016		
Dette extérieure	344,0	211,6	-38,5%	61,7%
Multilatérale	35,6	24,5	-31,2%	11,6%
Bilatérale	50,1	47,4	-5,4%	22,4%
Commerciale	157,4	51,8	-67,1%	24,5%
Marché financier International	100,9	87,9	-12,9%	41,5%
Dette intérieure	147,9	131,5	-11,1%	38,3%
Bancaire	81,0	42,4	-47,7%	32,2%
Moratoires	41,1	43,2	5,2%	32,9%
Divers	22,7	11,2	-50,7%	8,5%
Marché financier Régional	3,1	34,7	-	26,4%
Total	491,9	343,1	-30,2%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.5.2. L'évolution des tirages sur financements

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin décembre 2016 se sont élevés à 394,4 milliards de FCFA. Ils ont enregistré un repli de 32,1% par rapport au niveau atteint à la même période en 2015. Cette évolution est imputable à la diminution des tirages sur financements extérieurs consécutive à la baisse du financement par les créanciers multilatéraux et commerciaux et à l'absence de levée de fonds sur les marchés financiers internationaux.

Evolution des tirages sur financements

(En milliards de FCFA)	Fin décembre		Variations (%)
	2015	2016	
Extérieure	478,9	239,2	-50,0%
Multilatéraux	40,0	26,6	-33,4%
BDEAC	10,6	10,1	-4,7%
BIRD	12,1	16,4	35,5%
BID	16,4	0,03	-99,8%
FIDA	0,9	0,1	-88,9%
Bilatéraux	102,1	69,4	-32,0%
<i>Club de Paris</i>	37,2	5,6	-84,9%
France	37,2	5,6	-84,9%
<i>Non Club de Paris</i>	64,9	63,8	-1,7%
Koweït	0,2	-	-
Chine	64,7	63,8	-1,4%
Commerciaux	40,5	143,2	-
Autriche	23,5	3,2	-86,4%
Espagne	6,2	12,9	108,1%
France	10,8	52,1	-
Chine	-	75,0	-
Marché financier international	296,3	-	-
Intérieure	102,1	155,2	52,0%
Marché financier régional	102,1	155,2	52,0%
Total	581,0	394,4	-32,1%

Source : Direction Générale de la Dette

En 2016, 60,7% des décaissements ont été réalisés par les créanciers extérieurs. Les créanciers commerciaux et bilatéraux ont représenté l'essentiel des tirages effectués. Au niveau commercial, la Chine et la France ont été les principaux créanciers avec respectivement 52,4% et 36,4% de l'enveloppe. Cette classification est quasiment la même au niveau bilatéral avec toutefois une forte implication de la Chine (91,9%).

Les tirages bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement et EximBank China. Les projets ayant bénéficié de ces financements sont :

- (1) La route Port-Gentil/Omboué ;
- (2) Le projet de développement agricole (PRODIAG) ;
- (3) La réhabilitation du tronçon Ndjolé-Médoumane ;
- (4) L'assainissement de la ville de Port-Gentil ;
- (5) Le bassin versant du Gué-Gué.

Les tirages auprès des bailleurs commerciaux proviennent de la Société Générale, de la Deutsche Bank, d'Unicredit et d'Industrial and Commercial Bank of China. Ils ont été orientés vers six (6) projets, à savoir :

- (1) Le projet CHU Mère-enfant ;
- (2) Le projet Matériel, équipement et formation de Sécurité et Défense ;
- (3) Le projet Axe Routier PK 12-Bifoun ;
- (4) Construction stade et complexe multisports Omar Bongo Ondimba ;
- (5) Construction du stade d'Oyem ;
- (6) Construction du stade de Port-Gentil.

Les tirages auprès des bailleurs de fonds multilatéraux ont été orientés vers :

- (1) Le projet Lalara-Koumameyong-Ovan-Makokou ;
- (2) Le tronçon routier Akiéni-Okondja ;
- (3) La Dorsale de Télécommunication ;
- (4) Le programme de promotion de l'investissement et de la compétitivité ;
- (5) L'aménagement des bassins versant ;
- (6) L'Aménagement de la route PK5-PK12 ;
- (7) Le programme de développement des infrastructures locales Phase II ;
- (8) L'Accès aux services de base en milieu rurale ;
- (9) Le développement du système des statistiques du Gabon ;
- (10) Le Projet « E-Gabon » ;
- (11) Le projet développement agricole et rural.

Les décaissements réalisés sur financements intérieurs sont constitués des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) levées sur le marché financier régional des titres publics à souscription libre organisé par la BEAC et d'Obligations du Trésor par appel public à l'épargne (APE) levés sur le marché de la BVMAC. Ces décaissements ont représenté respectivement 20,3 milliards de FCFA et 134,9 milliards de FCFA.

III.5.3. L'évolution du stock de la dette

Au terme de l'année 2016, le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 28,5% pour s'établir à 4069,6 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable, essentiellement, à la forte progression de l'encours de la dette intérieure. Cette hausse s'explique par l'accroissement des emprunts bancaires et des emprunts sur le marché financier régional.

Toutefois, le portefeuille de la dette publique du Gabon reste toujours dominé par la dette extérieure qui représente environ 76,0% du total de la dette dont 43,6% provient des marchés financiers.

Evolution du stock de la dette

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations (%)	Poids en 2016
	2015	2016		
Dette extérieure	2884,5	3087,6	7,0%	75,9%
Multilatérale	383,3	376,9	-1,7%	12,2%
Bilatérale	695,9	742,8	6,7%	24,1%
Commerciale	496,6	621,9	25,2%	20,1%
Marché financier International	1308,7	1346,0	2,9%	43,6%
Dette intérieure	281,3	982,0	-	24,1%
Bancaire	-	358,2	-	36,5%
Moratoires	75,3	309,4	-	31,5%
Divers	41,3	20,0	-51,6%	2,0%
Marché financier Régional	164,7	294,4	78,7%	30,0%
Total	3165,8	4069,6	28,5%	100,0%

Source : Direction Générale de la Dette

III.6 LE BUDGET EXECUTE DE L'ETAT A FIN DECEMBRE 2016

III.6.1. L'exécution du budget

A fin décembre 2016, l'exécution du budget s'est soldée par trois déficits (primaire, base engagement et base caisse).

Le solde primaire a affiché un déficit de 223,0 milliards de FCFA contre un excédent de 80,3 milliards de FCFA l'année précédente. Ce déficit est imputable à la contraction des recettes budgétaires et au renforcement des dépenses primaires.

Le déficit du solde base engagement (solde incluant la charge de la dette publique) s'est renforcé de 324,3 milliards de FCFA pour s'établir à 416,2 milliards de FCFA, suite à l'accroissement des intérêts réglés.

Tout comme le solde base engagement, le solde base caisse a vu son déficit se creuser. Il s'est établi à 549,6 milliards de FCFA en 2016 contre un déficit de 350,7 milliards de FCFA en 2015, nonobstant une réduction des instances du Trésor moins importante (-133,2 milliards de FCFA en 2016 contre -259,9 milliards en 2015).

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	Fin décembre		
	2015	2016	Variations
Recettes pétrolières	603,3	423,1	-29,9%
Recettes hors pétrole	1090,5	1001,2	-8,2%
Recettes comptes spéciaux	103,5	133,1	28,6%
Recettes totales	1797,3	1557,3	-13,4%
Dépenses de fonctionnement	1277,0	1219,5	-4,5%
Dépenses d'investissement	423,4	405,1	-4,3%
Autres dépenses*	16,7	155,7	-
Dépenses primaires totales	1717,0	1780,4	3,7%
Intérêts sur la dette	172,2	193,2	12,2%
Solde primaire	80,3	-223,0	-
Solde base engagement	-91,9	-416,2	-
Solde base caisse	-350,7	-549,4	-

Source : DGCTP* Hors intérêts sur la dette

III.6.2. L'exécution des recettes

A fin décembre 2016, le budget en recettes s'est établi à 1557,3 milliards de FCFA, soit une diminution de 13,4% par rapport à la même période une année auparavant. Cette évolution est imputable à la baisse conjointe des recettes pétrolières et non pétrolières, nonobstant la consolidation des recettes des comptes spéciaux.

III.6.2.1 Les recettes pétrolières

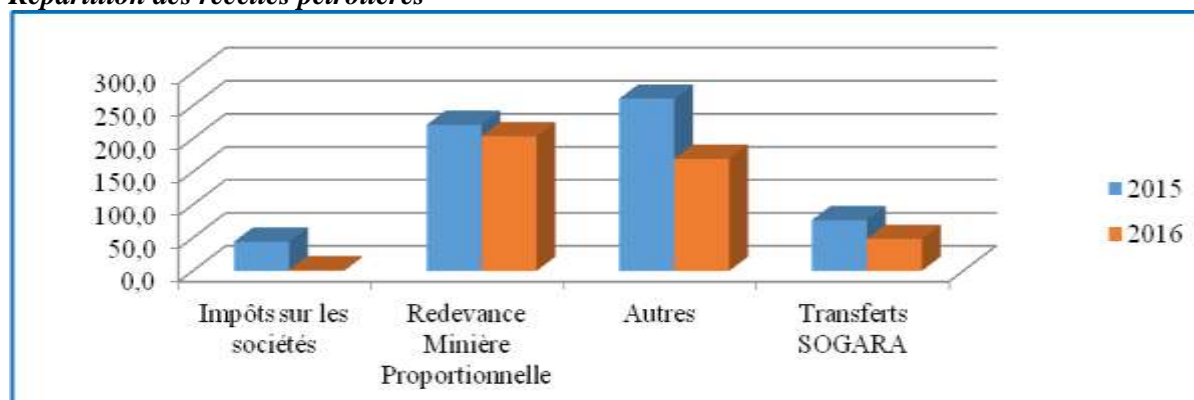
Sur une prévision initiale de 600,7 milliards de FCFA, 423,1 milliards ont été collectés en 2016, soit un taux de réalisation de 70,4%. Comparativement à fin décembre 2015, les recettes pétrolières ont diminué de 29,9% du fait de la baisse de la production pétrolière conjuguée au repli du cours du baril de pétrole sur les marchés internationaux.

Evolution des recettes pétrolières

(En milliards de FCFA)	Fin décembre		Variations
	2015	2016	en %
Impôts sur les sociétés	44,3	1,2	-97,3%
Redevances Minières Proportionnelles	221,3	203,9	-7,9%
Autres	260,8	169,8	-34,9%
Transferts SOGARA	76,9	48,3	-37,2%
Total des recettes pétrolières	603,3	423,2	-29,9%
En % du PIB pétrolier	31,3%	27,5%	-12,2%
PIB pétrolier pour mémoire	1926,2	1538,8	-20,1%

Sources : DGCTP

Répartition des recettes pétrolières



III.6.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1443,1 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les recettes hors pétrole se sont établies à 1001,2 milliards de FCFA au terme des douze mois de l'année, soit un taux d'exécution de 69,4%. Leur repli (-8,2%) par rapport à 2015 résulte essentiellement de la diminution du recouvrement des droits de douanes (-21,9%) et de l'impôt direct (-24,6%), malgré l'amélioration du recouvrement des taxes sur biens et services et des autres recettes hors pétrole.

La baisse des recettes douanières et des impôts directs provient du ralentissement de l'activité économique et du maintien des mesures dérogatoires en faveur de certains contribuables (exonérations diverses).

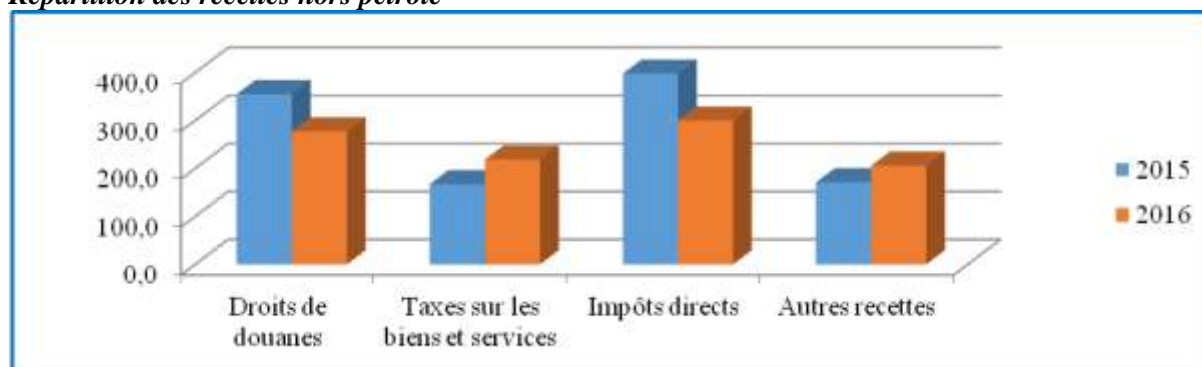
L'augmentation des recettes issues des taxes sur les biens et services résulte de l'amélioration du recouvrement de la taxe sur la valeur ajoutée (+53,6%). Celle des autres recettes est liée au raffermissement de la collecte de la composante hors fiscale (+90,0%).

Evolution des recettes hors pétrole

(En milliards de FCFA)	Fin décembre		Variation en %
	2015	2016	
Droits de douanes	354,8	277,2	-21,9%
Taxes sur les biens et services	167,0	218,5	30,8%
<i>dont TVA</i>	<i>100,7</i>	<i>154,7</i>	<i>53,6%</i>
Impôts directs	397,7	299,9	-24,6%
Autres recettes	171,0	205,5	20,2%
Total des recettes hors pétrole	1090,5	1 001,2	-8,2%

Sources : DGST, DGEPPF

Répartition des recettes hors pétrole



Source : DGCPT

III.6.3 Les dépenses budgétaires

A fin décembre 2016, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré un accroissement de 4,5% pour s'établir à 1973,5 milliards de FCFA. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), elles ont augmenté de 3,7% à 1780,4 milliards de FCFA. Notons, que les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses n'intégrant pas le paiement des intérêts de la dette publique.

III.6.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement comprennent les dépenses de personnel, les dépenses en biens et services ainsi que les dépenses de transferts et subventions. Ces dépenses ont été budgétisées à hauteur de 1 401,2 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, mais exécutées à 1219,5 milliards de FCFA à fin décembre 2016, soit un taux de réalisation de 87,0%. Comparativement à l'année précédente, elles ont baissé de 4,5% suite au repli des transferts et subventions.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 730,9 milliards de FCFA à fin décembre 2016, soit un taux d'exécution de 99,8% de la dotation de la loi de finances initiale. Comparativement à la même période en 2015, elles ont augmenté de 2,3% du fait de l'accroissement de la solde permanente (+23,1%), en dépit de la diminution de la rémunération de la MONP (-45,2%).

Sur une dotation de 319,7 milliards de FCFA dans la loi de finances initiale 2016, les dépenses d'équipement et de règlement des services fournis à l'Etat se sont établies à 251,7 milliards de FCFA en 2016, soit un taux d'exécution de 78,7%. Elles se sont renforcées de 4,4% comparativement à 2015. Cette évolution résulte de l'accroissement des dépenses liées aux autres biens et services (+5,1%), en dépit de la stagnation aussi bien des dépenses relatives à la consommation de l'électricité et l'eau qu'aux dépenses liées consommations téléphoniques.

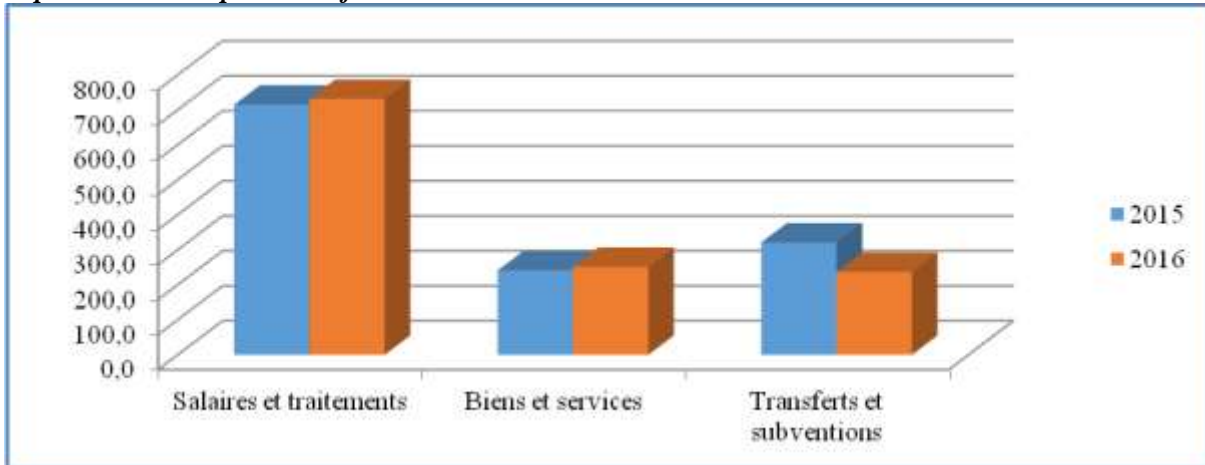
Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 236,9 milliards de FCFA, soit 67,8% des prévisions initiales de 2016.

Elles ont enregistré une diminution de 26,2% en raison de la baisse des autres transferts et intervention (-21,1%) et des transferts réalisées par l'Etat au bénéfice de la SOGARA (-66,4%),

nonobstant le renforcement de la caisse relative au fonds de sécurité et de souveraineté (+8,5 milliards) et à l'allocation de 10,1 milliards de FCFA à Gabon Poste.

Le repli de la subvention à la SOGARA résulte non seulement de la suppression du soutien des prix des carburants (hors pétrole lampant et gaz butane), mais aussi de la cessation du soutien à l'activité de raffinage.

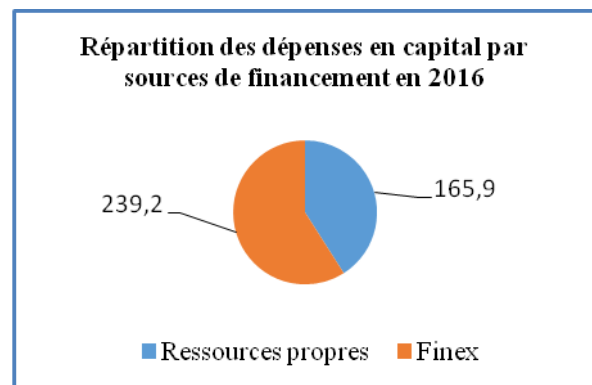
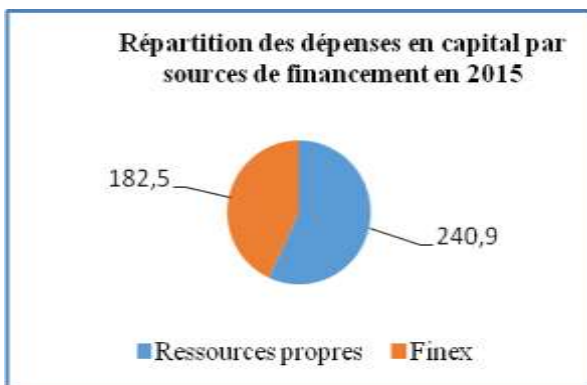
Répartition des dépenses de fonctionnement



Source : DGCPT

III.6.3.2 Les dépenses d'investissement

Du fait du recul de la mobilisation des financements sur les ressources propres (-31,1%) les dépenses d'investissement exécutées ont enregistré une diminution de 4,3% au terme des douze mois de l'année 2016 pour s'établir à 405,1 milliards de FCFA. Elles font ainsi ressortir un taux d'exécution de 72,0% par rapport au plafond autorisé par le parlement dans la loi de finances initiale 2016. Il est à noter que sur une prévision de financement des investissements à hauteur de 382,1 milliards de FCFA par les créanciers extérieurs, 62,6% du montant ont été décaissés.



Source : DGCPT

III.6.3.3 Les autres dépenses

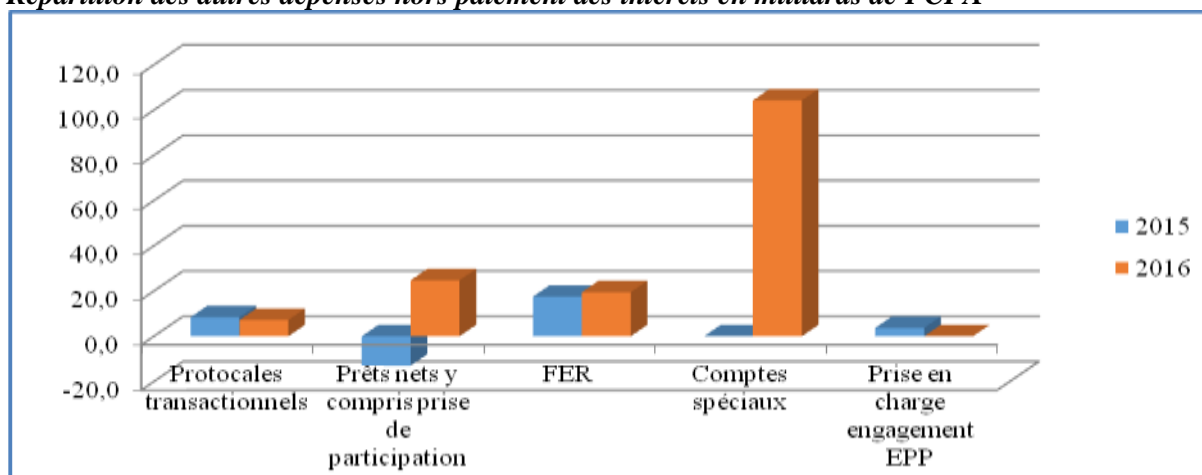
Les autres dépenses, composées notamment des protocoles transactionnels signés par l'Etat, des dépenses affectées au fonds d'entretien routier et de la prise en charge des engagements des entreprises publiques et parapubliques, se sont établies à 155,7 milliards de FCFA sur une prévision de 8,0 milliards de FCFA, soit un dépassement de 147,7 milliards des prévisions. Elles se sont fortement raffermies comparativement à leur niveau une année plus tôt, suite essentiellement à l'affectation de 104,3 milliards de FCFA aux comptes spéciaux.

Evolution des dépenses budgétaires

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations en %
	2015	2016	
Fonctionnement	1277	1219,5	-4,5%
Salaires et traitements	714,7	730,9	2,3%
Biens et Services	241,2	251,7	4,4%
Transferts et subventions	321,1	236,9	-26,2%
Investissements	423,4	405,1	-4,3%
Ressources propres	240,9	165,9	-31,1%
Finex	182,5	239,2	31,1%
Protocoles transactionnels	0,0	7,2	
Prêts nets (yc prise de participation et FER)	4,5	44,2	882,2%
Autres dépenses (yc fonds spéciaux, engagements EPP)	12,1	104	759,5%
Total dépenses hors paiement d'intérêts	1717,0	1780,0	3,7%
PIB nominal	8480,8	8472,3	-0,1%
Fonctionnement/PIB nominal	15,1%	14,4%	-4,4%
Investissements/PIB nominal	5,0%	4,8%	-4,2%

Sources : DGST, DGEPEF

Répartition des autres dépenses hors paiement des intérêts en milliards de FCFA



Source : DGCPPT

CONCLUSION

L'économie gabonaise a enregistré un nouveau ralentissement de sa croissance en 2016, suite à la dégradation des termes de l'échange sur certains produits exportés, notamment le pétrole dont les prix sont en baisse depuis le second semestre 2014 et le manganèse. Malgré les difficultés occasionnées, notamment dans le secteur pétrolier et les activités connexes et sur les finances publiques, la croissance est restée positive à 2,1% contre 3,9% en 2015.

Cette croissance positive résulte des bonnes performances enregistrées dans divers secteurs, notamment les activités agricoles, forestières et les industries, à l'instar du bois, du raffinage, de la transformation minière, les agro-industries, la transformation des métaux...

Cette expansion, bien que faible, témoigne d'une amélioration de la résilience de l'économie nationale face aux chocs des cours des matières de base, résultat des efforts de diversification en cours depuis quelques années. Néanmoins, ces efforts de diversification doivent être poursuivis et accélérés, pour libérer le maximum du potentiel dont dispose le pays en matière de développement économique et social.

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint par intérim

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse

M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France

Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA

Mme. OKOUMBA ALILA Hortense

Mme. ESSENG MEZUI Chimène

Mme. ESSENE OGNANE Sandrine

Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle

Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle

Mme. NYINZE Gildas Armande

M. MOUPEPE Yves

M. BANGUEBE Aldrin Jules

M. BOUPANA Gérald

M. ENGANGOYE NKORI Huygens

M. EMVO EKORO Jonathan

M. NZIENGUI MOMBO Amour

M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE

Mme. Julie Sandrine NTSAME

M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée BOUABE NDJALATSIA
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Gildas Romaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHÈSES ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Pierre Dieudonné THATY
Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Chargés d'Etudes

M. Kevin BOUNGOUNGOU
Mme. Marie Irène IBOMBO
Mme. Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA
Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU
Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède
M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA
M. Jean de Dieu MOUSSODOU
M. Aymard NGOUA ONA
M. OBANDJI Guy Ulrich
M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE ép. WORA

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO